

Utile(s).

LE MAGAZINE DES SOCIÉTAIRES
DE LA CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE

N°
06

LA PÉPITE

Origine Cycles
en tête du peloton

GRAND TÉMOIN

CLÉMENT RAY
Dirigeant
et co-fondateur
d'Innovafeed

DOSSIER SANTÉ

Prendre le pouls
d'une région





Antoine Pérel, paratriathlète, décroche le bronze aux Jeux Paralympiques de Paris

Antoine Pérel (ici en compagnie de Yohan Le Berre, son guide), paratriathlète soutenu par la Caisse d'Épargne Hauts de France dans le cadre du Pacte de Performance, a remporté une magnifique médaille de bronze lors des Jeux Paralympiques de Paris dans la catégorie PTVI (triathlètes présentant une déficience visuelle).

Une banque en développement

Nous sommes ravis de vous adresser ce nouveau numéro d'Utile(s), qui clôture une année olympique riche en actualités et en projets pour la Caisse d'Épargne Hauts de France. Celle-ci a été marquée par les épreuves de handball et de basket-ball qui se sont déroulées dans le cadre des Jeux Olympiques de Paris 2024 et qui ont fait vibrer notre territoire. Les énergies mobilisées ont rendu cette parenthèse inoubliable pour les sportifs comme pour les spectateurs. Le sport est un sujet auquel nous portons toute notre attention, tant il est vecteur de développement personnel, de lien social et de santé.

Cette nouvelle édition aborde directement la question de la santé, un enjeu fondamental pour notre société. Le dossier de ce magazine explore les initiatives mises en œuvre par les acteurs de la région pour favoriser le bien-être de ses habitants, tout en soulignant l'importance de la prévention et de l'accès aux soins. Nous entendons prendre toute notre part, grâce à une organisation et des moyens dédiés, dans l'accompagnement de tous les acteurs qui se mobilisent pour cette cause.

Nous nous sommes également dotés de moyens supplémentaires pour accélérer notre développement en France et au Benelux, afin de mieux répondre aux besoins de nos clients. C'est dans cette dynamique que nous avons créé Van Lys Bank, une banque d'affaires qui couvre les besoins des dirigeants tant dans leurs enjeux professionnels que personnels. Nous envisageons également de renforcer notre présence en Belgique par le rachat de Nagelmackers, la plus ancienne banque belge spécialisée dans le personal banking et la banque privée. Cette acquisition nous permettrait d'élargir le périmètre de nos activités, en poursuivant le développement de synergies transfrontalières.



PHILIPPE LAMBLIN

Président du Conseil d'Orientation
et de Surveillance

LAURENT ROUBIN

Président du Directoire

Car c'est bien là notre raison d'être : accompagner les projets de nos clients et le développement des entreprises. Il en est ainsi d'Innovafeed, pionnier de l'élevage d'insectes pour une alimentation durable, d'Alive Group, qui réinvente la communication par l'événementiel, ou encore d'Origine Cycles, une marque qui marie artisanat et technologie pour concevoir des vélos sur mesure. Autant d'entreprises qui participent au dynamisme des Hauts-de-France et que nous sommes fiers d'accompagner.

Vous découvrirez enfin nos nouvelles méthodes de recrutement, car ce sont nos 3 000 collaborateurs qui se mobilisent chaque jour pour vous être "utiles".

Nous espérons que vous trouverez ces articles inspirants et enrichissants. Bonne lecture ! ●



NUMÉRO 06

LE MAGAZINE DES SOCIÉTAIRES
DE LA CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE

CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE
612 rue de la Chaude Rivière, 59800 Lille
www.caisse-epargne.fr/hauts-de-france

AUTOMNE-HIVER 2024
Directeur de publication : Estelle Dhalluin

**Responsable éditorial et rédacteur
en chef** : Éric Capart

Comité de rédaction
Yalcin Avcioglu, Florent Biomez, Thierry
Bodson, Emmanuel Caby, Éric Capart,
Frédéric Crocchel, Laurence Jozefiak

Conception & réalisation : alcalie.fr

Rédaction : Éric Capart, Alcalie

Photographies : Caisse d'Épargne
Hauts de France, Stevens Frémont/
BPCE, Innovafeed, Xavier Portela,
Barbara Grossmann, Alive Group,
Samuel Dhote, Origine Cycles, CHU de Lille/
Davy Rigault, Eurasanté, Cousin Biotech,
iStock 2024

Dépôt légal : novembre 2024

N° ISSN : en cours

Réalisé en Hauts-de-France :
Ce magazine est entièrement réalisé dans
les Hauts-de-France. L'agence est située à
Marcq-en-Barœul et l'imprimeur Nord Imprim
est basé 4 impasse, route de Godewaersvelde
59114 Steenvoorde. Imprimé sur papier 100 %
PEFC par un imprimeur certifié Imprim'vert.

Pour recevoir la version numérique,
contactez-nous par mail à l'adresse suivante :
magazine-societaires@hdf.caisse-epargne.fr

Mentions légales

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts
de France - Banque coopérative régie par
les articles L.512-85 et suivants du Code
monétaire et financier - Société Anonyme
à directeur et conseil d'orientation
et de surveillance - Capital social de
1 000 000 000 € - Siège social : 612 rue
de la Chaude Rivière, 59800 Lille -
383 000 692 - RCS Lille Métropole - Code
NAF 6419 Z - Intermédiaire d'assurance,
immatriculé à l'ORIAS sous le numéro
07 008 031 - N° TVA intracommunautaire
FR34383000692 - Titulaire de la
carte professionnelle "Transaction sur
immeubles et fonds de commerce sans
perception de fonds, effets ou valeurs"
- n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée
par la CCI Grand Lille - garantie financière :
CEGC, 59 avenue Pierre Mendès France,
75013 Paris

Tous droits réservés - Pour tous les liens
figurant dans les articles du magazine,
coût de connexion selon votre opérateur.

Page 6

GRAND TÉMOIN



Clément Ray, Dirigeant
et co-fondateur d'Innovafeed

“Quand
innovation
et durabilité
redéfinissent
l'industrie.”

Page 10

NOS ACTUALITÉS



- P10 La Caisse d'Épargne Hauts de France lance sa Banque d'Affaires
- P12 • Partenariats renforcés au Congrès HLM
- P13 • Financer les énergies renouvelables
- Secur'Vet : une nouvelle assurance pour les animaux de compagnie
- P14 • C'est parti pour Caisse d'Épargne Nederland
- COHABS boosté par un financement de Caisse d'Épargne Belgium
- P15 Bank Nagelmackers : expansion en Belgique
- P16 Nouvelle promotion d'alternants
- P17 • Naviguez vers l'inoubliable à bord du Belem
- Un engagement fort pour les réservistes
- P18 Une relation qui coule de source avec la CRESS
- P19 L'économie sociale et solidaire dans les Hauts-de-France



Page 20

SUCCESS STORY



ALIVE GROUP

"Born to be Alive", l'incroyable ascension d'un géant de l'événementiel

Page 26

DÉCRYPTAGE

Le logement intermédiaire, une solution aux besoins de logement

Page 28

AGIR

Recruter autrement

Page 30

LA PÉPITE



Origine Cycles en tête du peloton

Page 32

DOSSIER SANTÉ

Prendre le pouls d'une région



Page 48

PLUS QU'UNE BANQUE



P49 **+ solidaire :**

- Un nouveau dispositif pour soutenir les victimes de violences conjugales
- Des partenariats pour renforcer le tissu local
- Une boutique inclusive ouvre à Carvin
- Un vestiaire pour l'emploi à Creil

P52 **+ green :**

- Contribution Carbone avec l'Office National des Forêts
- Être utile à la transition environnementale

P54 **+ sport :**

- Un engagement sportif au cœur des JO 2024
- Nos athlètes brillent aux JO de Paris 2024
- "Sports Agences" : une nouvelle édition réussie en 2024

Page 56

VOUS ÊTRE UTILE

CLÉMENT RAY, Dirigeant et co-fondateur d'Innovafeed

“Quand innovation et durabilité redéfinissent l'industrie.”

Chaque année, le classement établi par l'Institut Choiseul met en lumière les dirigeants de moins de 40 ans les plus influents de la région des Hauts-de-France. Clément Ray, président d'Innovafeed, est arrivé en tête de l'édition 2024. Basée dans la Somme, sa société deeptech est l'un des leaders mondiaux de l'élevage d'insectes destinés à l'alimentation animale et végétale.

Vous êtes à la tête d'une des plus importantes start-ups industrielles tricolores, quel est votre parcours ?

Mon parcours a été marqué par plusieurs étapes fondatrices, à la fois personnelles et professionnelles. Au départ, je me destinais plutôt à une carrière de chercheur en informatique lorsque j'ai intégré Centrale Paris, mais à la fin de mes études, j'éprouvais un sentiment de révolte assez fort face aux inégalités croissantes et à la manière dont notre planète était traitée. J'ai entrepris un voyage déterminant en passant six mois en Asie à faire de l'auto-stop. Cette expérience m'a transformé ; elle m'a permis de prendre du recul sur notre monde, d'enrichir ma vision et de me confronter à des réalités sociales et environnementales inédites. À mon retour, j'ai intégré le cabinet McKinsey où j'ai eu l'opportunité de travailler sur des projets à fort impact, notamment pour des ONG et des gouvernements, dans les domaines du développement économique, de l'éducation et de la santé. Après cinq années d'expérience et de réflexion, j'ai ressenti le besoin de prendre du recul pour redéfinir ma trajectoire. C'est à ce moment que j'ai décidé de me consacrer à un projet qui allie innovation, durabilité et impact.

Comment est née Innovafeed ?

Concrètement, dans un appartement parisien avec trois associés partageant la même ambition : celle de révolutionner la production de protéines pour contribuer à résoudre les défis mondiaux liés à l'alimentation durable.

Comment est venue l'idée de la protéine d'insectes ?

Elle est née d'une discussion avec Aude Guo, co-fondatrice d'Innovafeed. Nous déjeunions dans un restaurant, et l'idée de l'insecte est venue sur le ton de la blague. Nous réfléchissions à ce qui n'existait pas aujourd'hui et qui vaudrait le coup d'être construit. Nous avons exploré le sujet dans les jours qui ont suivi, mais l'idée a ensuite perdu de l'élan. Nous nous sommes dit qu'il faudrait du temps avant que les hommes mangent des insectes. Quelques semaines après, elle a resurgi différemment avec une approche autour de l'alimentation animale. Quand on pêche, on pêche avec des asticots... L'aquaculture est consciente des grandes tendances alimentaires et de son impact sur la biodiversité. Nous avons cherché où l'insecte pouvait entrer dans la chaîne, s'il avait une utilité à être exploité pour nourrir les saumons, les crevettes, le poulet, les chats. L'échelle était plus vaste et la question d'acceptation plus simple. L'objectif n'était plus de changer la perception des consommateurs mais plutôt de comprendre comment pourrait fonctionner un tel modèle : l'intérêt nutritionnel, la façon de produire, les coûts... Après un an de travail acharné, nous avons lancé notre premier pilote industriel. Cela a marqué le début de l'aventure industrielle d'Innovafeed.



CHIFFRES CLÉS

3

pôles de développements

350

collaborateurs répartis en France et aux États-Unis

490 millions

d'euros levés depuis sa création

1 milliard

de contrats signés sur 10 ans

LES CLÉS DU SUCCÈS ?

**Il est possible de concilier
compétitivité industrielle,
innovation et respect
de l'environnement.**

Innovafeed a connu une croissance rapide. Vous attendiez-vous à un tel développement ?

En effet, nous sommes passés de 7 collaborateurs en 2017 à plus de 350 à la fin de 2023. Dès le départ, nous avons la conviction qu'Innovafeed répondait à un enjeu majeur de durabilité dans l'alimentation. Nos protéines d'insectes, issues de la mouche soldat noire (*Hermetia illucens*, de son nom scientifique), offrent une performance environnementale supérieure aux protéines animales et végétales. Plusieurs facteurs clés ont permis ce développement : une technologie innovante et éprouvée, un marché en pleine mutation avec une demande croissante pour des solutions durables et, surtout, une équipe engagée. Le soutien de nos partenaires et investisseurs a également été essentiel. La Caisse d'Epargne a d'ailleurs été l'un de nos premiers partenaires bancaires. Elle nous a accompagnés dans le financement des équipements de notre première usine et s'est imposée ensuite comme notre partenaire bancaire de référence au moment de la mise en place d'un crédit syndiqué de 38 M€ en 2022. Elle a également joué un rôle pivot dans la gestion de nos opérations bancaires au quotidien et a été une aide à notre implantation aux États-Unis via sa filiale Pramex.

Quand vous regardez dans le rétroviseur, quel sentiment vous anime ?

Regarder en arrière suscite plusieurs réflexions. Il est amusant de repenser à l'optimisme, à l'énergie, et aussi à l'inconscience avec laquelle l'équipe s'est lancée dans l'aventure Innovafeed en 2016. Avec Aude Guo et Bastien Oggeri, mes associés, nous avons partagé cette aventure dès le début, et nous étions loin d'imaginer toutes les étapes, les défis, et les moments de joie qui nous attendaient. Aujourd'hui, je ressens une immense fierté en voyant l'équipe qui porte ce projet : des rêveurs pragmatiques, unis par une vision commune et déterminés à relever des défis qui semblaient autrefois insurmontables. Ce qui est également formidable, c'est de constater qu'un projet industriel peut rassembler des



Bastien Oggeri, Aude Guo et Clément Ray, les cofondateurs d'Innovafeed.

INNOVAFEED, UNE RÉPONSE DURABLE À L'ENJEU DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Face aux défis alimentaires mondiaux, Innovafeed se distingue par son approche novatrice. En produisant des ingrédients durables à base d'insectes pour l'alimentation animale et végétale, l'entreprise apporte une réponse innovante. Grâce à son modèle de "symbiose industrielle", qui repose sur des partenariats avec les géants de l'agroalimentaire, Innovafeed est devenue un leader international dans la production de protéines à base d'insectes. Depuis sa création en 2016, l'entreprise a connu une croissance spectaculaire. En juillet dernier, elle a achevé la troisième phase d'extension de son site industriel de Nesle (55 000 m²), seulement trois mois après avoir ouvert le premier centre d'innovation sur les insectes à Decatur, dans l'Illinois, aux États-Unis.

femmes et des hommes venus d'horizons si différents, tous animés par la même volonté de construire un avenir plus durable.

Vous faites partie de ces dirigeants qui misent sur le changement du système par l'intérieur ?

En effet. Ce qui me frappait lors de conférences sur le système alimentaire et le réchauffement climatique, c'était que 90 % du temps était consacré à décrire le problème et seulement 10 % à discuter des solutions. Les décideurs ne sont pas opposés au changement, mais ils ont besoin de solutions concrètes. Trouver une solution qui tient compte des contraintes de son écosystème permet de gagner plus de temps que de déployer trop d'énergie à aller à son encontre.

Vous avez été élu le dirigeant de moins de 40 ans le plus influent des Hauts-de-France par l'Institut Choiseul en 2024. Quel est votre sentiment ?

Innovafeed est profondément ancrée dans les Hauts-de-France, et cette distinction est une belle reconnaissance de notre engagement régional. La réindustrialisation est un enjeu majeur pour notre région, et nous prouvons qu'elle peut être compatible avec la durabilité. En développant des solutions technologiques innovantes dans les secteurs de l'agriculture et de l'alimentation, nous contribuons à transformer l'industrie agroalimentaire tout en adoptant un modèle circulaire et bas carbone. Innovafeed démontre qu'il est possible de concilier compétitivité industrielle, innovation et respect de l'environnement. Nous sommes fiers d'apporter notre contribution au renouveau économique et industriel des Hauts-de-France et de démontrer que la France peut être un leader mondial dans des secteurs stratégiques comme l'agritechnologie.

Un message à faire passer aux jeunes ingénieurs ?

J'ai envie de leur dire : "Conservez votre idéalisme !" Quand on sort de ses études, on rêve souvent d'un monde plus juste, mais

BIO EXPRESS

37 ans, en couple, deux enfants

2007 À 2011

- CentraleSupélec à Paris, double diplôme d'ingénieur avec l'université Columbia New York.

2011

- Voyage en auto-stop en Asie. Un voyage qui le transforme.

2011-2016

- Conseil chez McKinsey. Travaille sur des projets à fort impact.

AVRIL 2016

- Naissance d'Innovafeed avec l'ambition de révolutionner la production de protéines.

ÉTÉ 2017

- Lancement du premier pilote industriel, marquant ainsi le début de l'aventure industrielle d'Innovafeed.

DÉCEMBRE 2018

- Lancement de la première filiale commerciale au monde de truite "nourrie à la protéine d'insectes".

OCTOBRE 2020

- Ouverture de la plus grande ferme d'insectes au monde à Nesle (80).

les réalités que l'on découvre peuvent être choquantes et amener à l'accepter. À 20 ans, on n'a pas encore une compréhension complète du monde pour le changer, mais cela ne doit pas éteindre la passion. Si j'avais un conseil à leur donner, ce serait le suivant : cherchez à comprendre tout en conservant votre idéalisme, essayez de trouver les zones d'impact dont vous pouvez vous saisir, et développez vos propres leviers d'actions ! De manière très pragmatique, je leur conseille d'écrire leurs aspirations et de les relire des années plus tard pour évaluer si la direction prise est la bonne. ●



“Je ressens une immense fierté en voyant l'équipe qui porte ce projet : des rêveurs pragmatiques, unis par une vision commune, déterminés à relever des défis qui semblaient autrefois insurmontables.”

La Caisse d'Epargne Hauts de France lance sa Banque d'Affaires

Depuis le 1^{er} juillet, Van Lys Bank innove par son approche globale, intégrant l'entreprise, le dirigeant et sa famille. Une banque qui se distingue dans le paysage bancaire.



De gauche à droite : Stéphanie Olié, directeur Private Banking, Stéphane Henrie, directeur Financial Sponsor Coverage, Vivien Revyn, directeur Corporate & Project Financing, Karine Gédalge, directeur Advisory, Coverage & M&A et Franck Flouquet, directeur Capital Développement.



Pascal Lefort, Directeur Van Lys Bank

Banque 100 % utile aux professionnels et entreprises au nord de Paris, la Caisse d'Epargne Hauts de France franchit aujourd'hui une étape stratégique dans son développement avec le lancement de Van Lys Bank, une banque d'affaires spécialement créée pour anticiper et répondre aux besoins des dirigeants, entrepreneurs et investisseurs de la région. Cette nouvelle structure complète les expertises déjà proposées par la Caisse d'Epargne Hauts de France aux dirigeants par une approche globale.

Van Lys Bank : un partenaire de conviction

Chez Van Lys Bank, nous avons la conviction qu'accompagner les projets d'aujourd'hui, c'est permettre à ceux de demain d'éclore. Guichet unique pour les décideurs régionaux, **Van Lys Bank est la**

seule banque des Hauts-de-France à offrir une approche globale, couvrant à la fois les besoins financiers, patrimoniaux et stratégiques des dirigeants, aussi bien pour leur entreprise que pour leur vie privée et celle de leur famille.

Une approche personnalisée : En alliant nos compétences en banque d'affaires, banque privée et développement territorial, nous vous proposons une approche intégrée, enrichie par notre connaissance approfondie des spécificités locales. Chaque client bénéficie d'interlocuteurs dédiés, mobilisant les ressources nécessaires pour faire progresser vos projets.

“Nous aspirons à être un partenaire fiable et sur la durée dans la réalisation de vos projets et de vos ambitions.”



Une équipe à votre service : Notre collectif de 50 experts incarne une approche pluridisciplinaire renforcée et un accès simplifié à notre offre de conseil et de services bancaires. Nous sommes là pour vous assister dans les transitions technologiques, sociétales et environnementales auxquelles vous êtes confrontés ainsi que celles qui pourraient émerger demain.

Des compétences variées et une offre au service de votre réussite

Convaincus de l'importance de l'innovation, nous avons renforcé notre équipe avec des expertises en finance durable, des juristes spécialisés et des banquiers-conseils. Ensemble, nous élaborons des solutions sur mesure, répondant ainsi à vos besoins spécifiques.

L'offre intégrée et 360° s'articule autour de **cinq pôles d'expertise clés**, couvrant les métiers traditionnels d'une banque d'affaires et complétés de deux nouvelles solutions créatrices de valeur et d'impact :

- **Private Banking :** services bancaires personnalisés destinés aux clients fortunés.
- **Corporate Financing** pour soutenir la croissance des entreprises.
- **Private Equity Investment** pour les conseils et investissements dans des entreprises non cotées.
- **Advisory, Coverage & M&A :** nouveaux services de fusions et acquisitions pour accompagner les entreprises dans leurs enjeux de croissance et de diversification.
- **Financial Sponsor Coverage :** une offre complémentaire et un avantage compétitif permettant de renforcer les liens avec les fonds de private equity et les sociétés de capital-investissement, une première dans la région.

Soutenir des initiatives porteuses de sens

Nous croyons fermement que chaque projet doit engendrer un changement positif. En tant

qu'entreprise certifiée B Corp, nous nous engageons à soutenir des initiatives qui transforment notre territoire et préservent notre environnement, qu'il s'agisse de projets d'énergies renouvelables ou de solutions de mobilité durable. Avec 3,8 milliards d'euros prêtés aux entreprises et institutions régionales en 2023, la Caisse d'Épargne Hauts de France est un partenaire incontournable de l'écosystème économique régional. Avec Van Lys Bank, elle poursuit cette dynamique en accompagnant les acteurs régionaux dans le développement de leurs projets à impact positif pour le territoire. ●



L'équipe Private Banking.

VOIR LA VIDÉO



Partenariats renforcés au Congrès HLM



Partenariat renouvelé avec Clésence pour le développement de l'immobilier régional. De gauche à droite : Thierry Lhoste, membre du Directoire de la Caisse d'Épargne Hauts de France, Pascale Sébille, présidente de Clésence, et David Larbodie, directeur général.

Le Congrès HLM, événement incontournable du secteur du logement social, rassemble chaque année les décideurs et partenaires pour discuter des grandes orientations et priorités d'action. Cette année, il s'est tenu à Montpellier du 24 au 26 septembre. La Caisse d'Épargne Hauts de France a pris part à cet événement essentiel, en participant au stand du Groupe BPCE.

Lors de ce congrès, la Caisse d'Épargne Hauts de France a renouvelé son partenariat avec **Clésence**, une entité du groupe Action Logement, dans le but de continuer à promouvoir le développement de l'immobilier dans la région. Ce partenariat vise à relever les défis liés à la production et à la réhabilitation de logements.

Parallèlement, la collaboration avec **Vilogia Privilège**, établie en octobre 2021, a été réaffirmée. Ce partenariat a pour objectif d'accélérer la production de logements via l'Usufruit Locatif Intermédiaire, un modèle d'investissement innovant. Ce dispositif offre de nouvelles

opportunités pour loger les ménages dont les revenus sont trop élevés pour accéder aux logements HLM, mais insuffisants pour le parc privé. Jusqu'à présent, cette collaboration a permis la construction de 965 logements intermédiaires, représentant un investissement total de près de 122 millions d'euros. ●



Thierry Lhoste, membre du Directoire de la Caisse d'Épargne Hauts de France et Stéphane Ganeman-Valot, président de Vilogia Privilège, réaffirment leur engagement pour l'accélération de la production de logements intermédiaires.

Financer les énergies renouvelables

Après un premier succès financier avec la Société Immobilière Grand Hainaut (SIGH), soutenu par la Caisse d'Epargne Hauts de France, la plateforme Kiwai ENR lance trois nouveaux projets.

Ces initiatives sont menées par nos filiales de logement social : SIGH, Sia Habitat et la SA HLM de l'Oise. Nos bailleurs jouent un rôle clé dans la rénovation énergétique, et le financement participatif pour ces projets représente une approche innovante.

Kiwai ENR connecte les porteurs de projets durables avec des particuliers désireux d'investir dans leur région. L'épargne des citoyens devient ainsi un levier pour des projets locaux et durables, offrant un rendement compétitif et une garantie en capital et intérêts échus, soutenue par la Caisse d'Epargne Hauts de France. Les participations, allant de 20 à 2 000 euros, sont accessibles à tous.

Grâce à cette plateforme de financement participatif dédiée aux énergies renouvelables et à la mobilité douce, nous permettons à nos clients de devenir acteurs de la transition énergétique locale. Ils peuvent ainsi financer l'installation de panneaux photovoltaïques, d'unités de méthanisation ou de centrales solaires. ●



QU'EST-CE QUE LE FINANCEMENT PARTICIPATIF ?

Le financement participatif, ou "crowdfunding", est une alternative au prêt bancaire classique. Il permet à un porteur de projet de collecter des fonds en ligne auprès de contributeurs, via une plateforme dédiée, pour financer un projet spécifique.

Secur'Vet : une nouvelle assurance pour les animaux de compagnie

La Caisse d'Epargne Hauts de France a récemment lancé une assurance santé animale innovante, Secur'Vet, en partenariat avec Axa et le Finaxy Group, un acteur majeur du courtage en assurances en France. Cette initiative représente une avancée significative pour répondre aux besoins croissants en matière de santé animale, une préoccupation de plus en plus présente au sein des familles.

Secur'Vet est conçue pour offrir une couverture complète aux propriétaires de chats et de chiens, prenant en charge les frais vétérinaires liés aux maladies, aux accidents, ainsi qu'aux soins préventifs. Les consultations, analyses, médicaments, et interventions chirurgicales

ou hospitalisations nécessaires sont inclus dans cette assurance. En souscrivant à Secur'Vet, les propriétaires peuvent réduire leurs dépenses personnelles tout en garantissant une prise en charge médicale de qualité à leurs compagnons. ●



C'est parti pour Caisse d'Epargne Nederland

Après une décennie de succès à Bruxelles avec Caisse d'Epargne Belgium et des opérations majeures au Luxembourg, la Caisse d'Epargne Hauts de France poursuit son expansion en lançant Caisse d'Epargne Nederland aux Pays-Bas.

Installée au cœur du quartier d'affaires d'Amsterdam, Caisse d'Epargne Nederland a démarré ses activités commerciales cet été. Elle se concentre sur le financement des grandes entreprises néerlandaises et les transactions transfrontalières avec les principaux acteurs du Benelux, renforçant ainsi son engagement dans la région. ●



COHABS boosté par un financement de Caisse d'Epargne Belgium



Caisse d'Epargne Belgium se porte partenaire du développement de COHABS avec un financement orchestré en collaboration avec deux autres banques belges. Objectif : soutenir son expansion en France et au Luxembourg.

Fondée en 2016 par Youri et Malik Dauber ainsi que François Samyn, COHABS est un leader mondial du "coliving" avec plus de 2700 chambres réparties dans neuf villes en Europe et aux États-Unis. Ce partenariat stratégique « *confirme la capacité de la banque à soutenir les projets de développement des entreprises belges et des acteurs de l'immobilier* », souligne Thierry Navette, directeur de Caisse d'Epargne Belgium. ●

Bank Nagelmackers : expansion en Belgique

La Caisse d'Épargne Hauts de France s'apprête à renforcer sa présence en Belgique avec l'acquisition de Bank Nagelmackers.



Le 3 septembre, le Directoire de la Caisse d'Épargne Hauts de France a reçu la visite à ShAKe Lille de Sheng LUO, le président du Conseil d'administration de Nagelmackers et Directeur général adjoint de Dajia Insurance Group.

La Caisse d'Épargne Hauts de France a signé un protocole d'accord avec Dajia Insurance Group pour acquérir 100 % du capital de Bank Nagelmackers, la plus ancienne institution bancaire de Belgique, fondée en 1747. Cette banque, bien établie dans le secteur du personal banking et de la banque privée, sert 110 000 clients à travers un réseau de 50 points de vente et emploie 400 personnes. Elle gère 3,9 milliards d'euros de dépôts, 4,8 milliards d'euros d'actifs sous gestion et 3 milliards d'euros de crédits.

Une opportunité de croissance en Belgique

Ce projet d'acquisition constitue une occasion unique pour la Caisse d'Épargne Hauts de France

d'étendre sa présence en Belgique et de développer des synergies transfrontalières. Le 3 septembre, une visite de Sheng LUO, président du Conseil d'administration de Nagelmackers, a eu lieu à ShAKe Lille, suivie de la signature du contrat de vente le 6 septembre à Bruxelles.

L'étape suivante consiste à obtenir l'approbation des autorités réglementaires et de concurrence. La finalisation de l'opération est envisagée pour la fin du dernier trimestre 2024, sous réserve de ces approbations. ●

Nouvelle promotion d'alternants

Cette année, ce sont 131 alternants, dont 11 sportifs en reconversion (voir page 29), qui ont intégré les rangs de nos équipes. Présentation...



Nos alternants, débordant de créativité et de passion, posent avec des objets qui les représentent, symbolisant la diversité et les passions qui guident leur parcours.

À la Caisse d'Épargne Hauts de France, nous valorisons l'unicité de chaque talent. Ce sont leur personnalité, leur énergie, leur engagement et leur singularité qui feront la différence au sein de nos équipes !

L'alternance : un tremplin vers l'avenir

Depuis de nombreuses années, nous soutenons la formation en alternance. Cette formule offre aux étudiants et aux personnes en reconversion une occasion unique d'acquérir des connaissances théoriques tout en gagnant une expérience pratique sur le terrain. En alternant entre cours en établissement et périodes de travail en entreprise, ils peuvent appliquer ce qu'ils ont appris en classe et se familiariser avec le monde professionnel. Cela leur permet de développer des compétences spécifiques à leur

futur métier et de bâtir un réseau professionnel dès le début de leur carrière.

Une stratégie gagnant-gagnant pour tous

Pour la Caisse d'Épargne Hauts de France, cette approche nous permet de former des jeunes en fonction de nos besoins spécifiques, en les intégrant directement dans nos équipes. Nous transmettons notre savoir-faire et nos méthodes de travail, tout en profitant de la contribution dynamique des jeunes à nos activités. De plus, la formation en alternance facilite le recrutement de jeunes motivés et bien formés, prêts à s'intégrer durablement à nos équipes. C'est une formule gagnant-gagnant qui favorise l'insertion professionnelle des jeunes, tout en répondant aux besoins de recrutement des entreprises. ●

Naviguez vers l'inoubliable à bord du Belem

Les 3 et 4 septembre, le Belem est devenu le théâtre d'événements extraordinaires, accueillant des participants au départ du port de Boulogne-sur-Mer. Des jeunes d'Unis-Cité, les lauréats du Hackathon, ainsi que les jeunes influenceurs de la Caisse d'Épargne Hauts de France ont vécu une expérience maritime unique : un stage de navigation de 24 heures à bord de ce prestigieux voilier du XIX^e siècle, adapté aux normes de sécurité du XXI^e siècle.



L'objectif ? Offrir à ces jeunes talents une aventure communautaire inédite, en les initiant à la navigation en équipage sur un grand voilier historique. Les participants ont plongé dans l'histoire du Belem, tout en s'impliquant activement dans les manœuvres : hisser les

Organiser un tel événement sur un navire âgé de 126 ans : une expérience extraordinaire, mettant en lumière la jeunesse, l'innovation et l'audace.

voiles, manipuler les cordages, tenir la barre, et même grimper dans la mâture. Une expérience inoubliable qui a laissé une empreinte durable. ●

Un engagement fort pour les réservistes



La Caisse d'Épargne Hauts de France s'engage à maintenir la rémunération de ses collaborateurs mobilisés dans la réserve opérationnelle, reflétant ainsi son rôle d'acteur engagé dans la société. Un accord d'entreprise assure une disponibilité et une

rémunération pour rejoindre les réserves des armées, de la gendarmerie, de la police nationale et des sapeurs-pompiers volontaires. La banque maintient le salaire de base, la part variable et l'intéressement des réservistes, dépassant les obligations légales. Des conventions de partenariat, dont une avec les ministères de l'Intérieur, des Outre-mer et des Armées, facilitent l'engagement des réservistes et soutiennent la politique de réserve opérationnelle. Des actions de communication valoriseront les engagements sociétaux des collaborateurs, affirmant le rôle de la banque dans la défense et la sécurité nationale. Cette initiative s'inscrit dans l'intérêt général et en accord avec la certification B Corp, soulignant le positionnement responsable et engagé de la Caisse d'Épargne Hauts de France. ●

Une relation qui coule de source avec la CRESS

La Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS)

Hauts-de-France joue un rôle essentiel dans la promotion et la reconnaissance de l'économie sociale et solidaire (ESS) dans la région, en soutenant les acteurs du secteur et en développant des partenariats stratégiques.



La CRESS organise les **Prix de l'ESS** depuis 2015, récompensant les initiatives remarquables des acteurs de l'ESS à l'échelle régionale et nationale.

Le site maraîcher de Vieille-Église (62) de l'association "Les Anges Jardins".

Soutien et développement des acteurs de l'ESS

La CRESS Hauts-de-France offre un accompagnement technique, financier et juridique aux structures de l'ESS, facilitant ainsi leur développement. Elle encourage la coopération et les échanges entre les différentes entreprises et organisations de l'ESS pour amplifier leur impact social et économique sur le territoire.

Objectifs et collaborations

Les objectifs de la CRESS sont variés : promouvoir l'entrepreneuriat social, les valeurs de solidarité et de démocratie économique, et contribuer à la création d'emplois durables et de qualité dans divers secteurs. Elle travaille aux côtés des entreprises, qu'elles soient de l'ESS ou non, pour encourager les bonnes pratiques en responsabilité sociale et environnementale. Les partenariats avec les collectivités territoriales, institutions publiques et acteurs économiques sont essentiels pour renforcer l'ancrage territorial de l'ESS.

La Caisse d'Épargne Hauts de France, membre de droit de la CRESS en raison de son statut coopératif, participe activement aux conseils d'administration, renforçant ainsi la synergie entre les deux entités.

Novembre : Mois de l'Économie Sociale et Solidaire

Le Mois de l'Économie Sociale et Solidaire, lancé par ESS France, est une occasion unique de mettre en lumière cette forme d'économie dynamique et respectueuse de l'humain et de l'environnement. La CRESS Hauts-de-France s'investit dans l'animation régionale de cet événement, facilitant les rencontres entre citoyens et acteurs du territoire. ●

30 jours

pour mettre en lumière l'ESS
durant le mois de novembre.

Indicateurs

L'économie sociale et solidaire dans les Hauts-de-France

QU'EST-CE QUE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE ?

L'économie sociale et solidaire (ESS) rassemble des entreprises au fonctionnement collectif et démocratique se fixant un autre but que la seule rentabilité de leurs activités économiques.



Répartition femmes / hommes des emplois



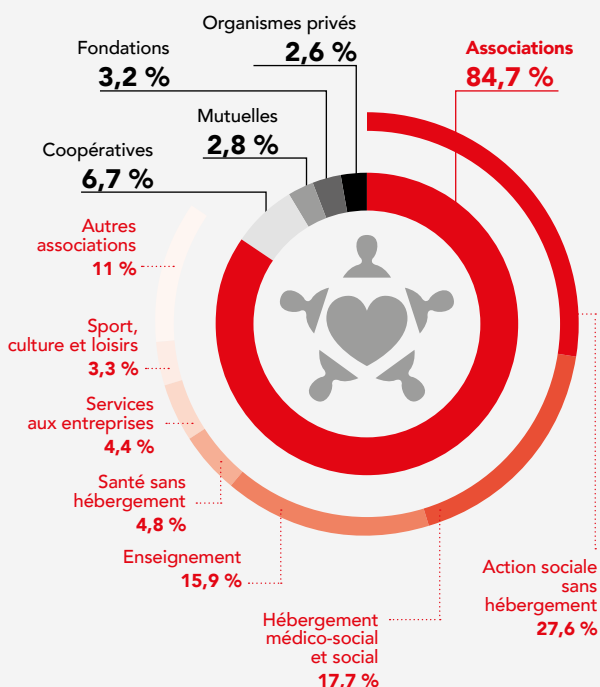
5^e région en termes d'emploi

210 800

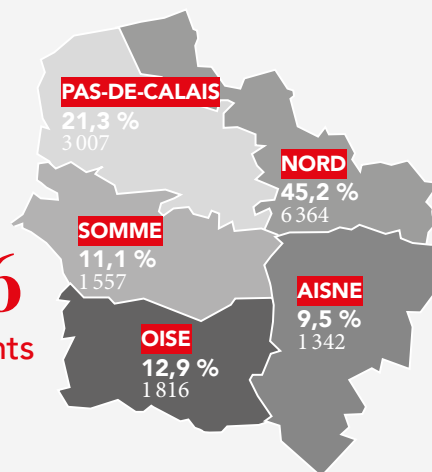
salariés dans les Hauts-de-France

Près de **10 %** de l'emploi régional

Les domaines d'intervention de l'ESS



14 086
établissements ESS



Top 3 des secteurs d'activités portés par des emplois ESS



Les enjeux ESS de demain

La transition écologique



La relocalisation industrielle

ALIVE GROUP

“Born to be Alive”, l’incroyable ascension d’un géant de l’événementiel

Quel est le point commun entre la cérémonie d’ouverture des Jeux Olympiques de Paris 2024, le siège social “ShAKE” de la Caisse d’Epargne Hauts de France, la sonorisation de l’Orchestre National de Lille et le Tour de France ? Alive Group ! Depuis presque 30 ans, le groupe, qui emploie plus de 600 collaborateurs sur son siège de Tourcoing, s’est imposé au fil des ans comme un poids lourd de l’événementiel.

La passion peut nous emmener loin. Alexis Devillers en sait quelque chose. En 1995, alors qu’il oscille entre deux jobs, il fonde avec David Fontaine, l’entreprise ADF. L’idée est de proposer du matériel de sonorisation principalement aux particuliers. En 1998, ça bouge : David quitte l’entreprise, Sébastien Parmentier le remplace. C’est aussi la Coupe du monde de football. ADF est sollicitée pour équiper mairies, places et salles du Nord en vue de la rediffusion des matchs. Face à ce succès, l’entreprise devient ADF location et prestation de vente d’intégration en audiovisuel, abandonne le marché des particuliers pour se concentrer sur celui des professionnels.

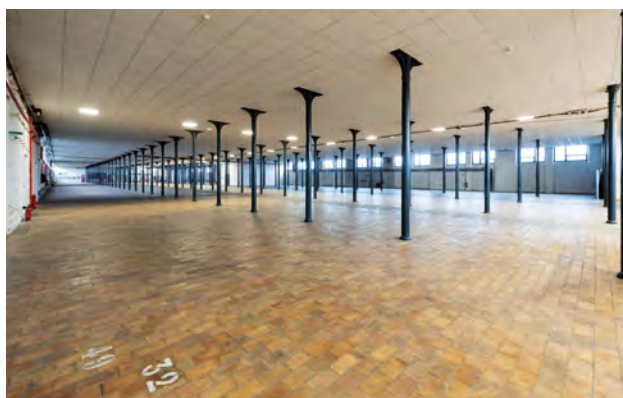
Un développement exceptionnel

L’aventure aurait pu s’arrêter là. Mais rapidement, l’entreprise a l’ambition d’être multicom pétente et voit les choses en grand. En dix-huit mois, ADF investit plus de 1,2 million d’euros, devient franchisé Vidéo Plus et un référent en la matière. Elle rachète ensuite Système 2M, spécialisé dans la distribution

électrique, et remporte un premier gros chantier : la gestion du studio du Pôle Image. Dès 2009, les choses s’accélèrent. ADF s’allie à Nao et CSE, deux experts de l’audiovisuel, qu’elle rachète respectivement en 2011 et en 2012, pour créer deux entreprises : Alive Events, spécialisée dans les prestations techniques et événementielles, et Alive by CSE, dédiée à la location d’événements scéniques. En 2013, Alive devient un acteur majeur du Nord - Pas-de-Calais et s’attaque à des projets ambitieux, comme l’équipement du Nouveau Siècle de Lille avec une installation numérique flambant neuve.

En parallèle, le groupe part à la conquête de la France en rachetant des sociétés comme Concept 2M à Paris, Kreat et la Seral à Angers, System Son à Épinal, Techniscène à Strasbourg... En 2014, Alive développe Alive Tournage et Alive Exhibition et fait, entre autres, l’acquisition d’Art Event, de JMT et de la marque nordiste Arbre d’un jour. Désormais, les collaborateurs se comptent en centaines, tout comme les camions, les projets et les surfaces de logistique.





CHIFFRES CLÉS

100

millions d'euros de chiffre d'affaires en 2024

600

collaborateurs

dont **450** collaborateurs permanents
et **150** temporaires

130

professionnels formés par Alive School
en 3 ans, dont 80 embauchés

01 Dès l'origine : du bon son pour tous !

L'aventure démarre en 1995 sous le nom d'ADF, entreprise proposant du matériel son au grand public. Aujourd'hui, le groupe a grandi et sonorise les plus grandes scènes musicales !

02 Plus de 40 000 m² au cœur de Tourcoing

Depuis 2019, le siège social d'Alive a pris ses quartiers dans l'ancien site industriel tourquennois de La Redoute à la surface exceptionnelle de 43 000 m², accueillant métiers support, plateaux TV, atelier de menuiserie ou véritable imprimerie.

03 Alive Summit Night

Fin août dernier, Alive a ouvert ses portes pour la 4^e édition de son célèbre Alive Summit, un événement festif et inspirant rassemblant partenaires, collaborateurs et clients. En presque 30 ans, le groupe a su s'imposer comme le maître de l'événementiel avec Alive Technology, Alive Events et Alive School.

CHIFFRES
CLÉS

9

dépôts agences,
dont 1 agence en Suisse

3^e

acteur français
de l'événementiel

+ de 100 000 m²
de plateformes logistiques

+ de 200
véhicules

Source : Alive Group

équiper l'arrivée des étapes du Tour de France, ou des cloisons design B-Fix, faciles à assembler pour les salons.

Le tournant de la période Covid

L'aventure d'Alive n'est pas un long fleuve tranquille. En 2020, la période du Covid met à mal le monde de l'événementiel et fait perdre au groupe plus de 75 % de son chiffre d'affaires. Grâce à une solide trésorerie et de grandes idées, Alive ne dit pas son dernier mot. Il surfe sur la tendance du distanciel et développe des solutions de streaming pour les entreprises, avec des plateaux TV et des salles de visioconférence tout équipés. Il faut dire que depuis 2019, le groupe a installé son siège sur l'ancien site de La Redoute de l'Union, un espace aux dimensions XXL (43 000 m²) avec le plus beau rooftop de Tourcoing.

Le groupe en profite pour réécrire sa stratégie et renforcer son maillage territorial. Il ouvre huit agences à travers la France et une en Suisse. Les trois expertises sont désormais regroupées sous Alive Technology pour la conception d'expériences audiovisuelles, Alive Events comme spécialiste technique de l'événementiel et de l'éphémère, et Alive School, un campus dédié à la formation des professionnels de l'événementiel, de l'audiovisuel et du spectacle vivant.

Des prouesses techniques à 360°

Aménagement d'espace, équipement audiovisuel, signalétique, décoration végétale...

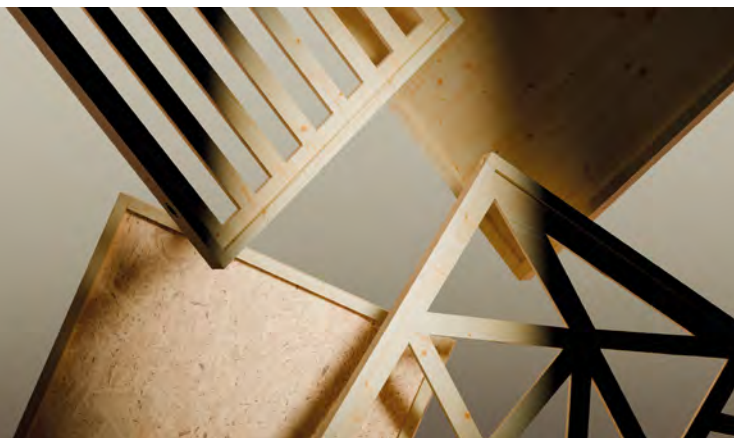
« Aujourd'hui, Alive est capable de tout et surtout de maîtriser tous les métiers de l'événementiel pour répondre aux besoins de l'ensemble de nos clients sur tout le territoire », s'amuse Alexis Devillers. Centré sur six univers (le luxe et la mode, le corporate, le salon, le sport ou l'e-sport, la télévision et la culture), le groupe fait preuve d'une polyvalence unique en son genre. Le siège dispose même de sa propre imprimerie et menuiserie, produisant chaque année des innovations audacieuses et engagées. C'est le cas des enceintes sans fil autonomes, connues pour

Un engagement durable et responsable

Alive est également sensibilisé aux problématiques de son secteur, telles que l'engagement RSE. En plus de ses labels éco-responsables et de son ambition de devenir entreprise à mission, le groupe a ouvert Re-Alive, une ressourcerie de matériels d'occasion et de seconde main issus de ses chantiers. Aujourd'hui encore, le groupe continue son incroyable ascension. Après avoir intégré fin 2023 le traiteur Butterfly et le loueur de mobilier haut de gamme Aktuel, deux autres intégrations sont prévues avant la fin de l'année.

Oui, Alive n'en finit pas de grandir ! ●

04 05



06 07

04 Un savoir-faire industriel et technique et toujours plus d'innovations

Grâce à son équipe multicompetente et ses ateliers internes, Alive fait preuve d'innovations audacieuses à l'image de cette nouvelle cloison design B-FIX modulable et facile à installer.

05 Une participation à Paris 2024

C'était un rêve, c'est devenu réalité ! Alive a participé à la conception et au montage des scènes et podiums des Jeux Olympiques de Paris 2024.

06 Silence, ça tourne chez Alive !

Pendant la crise sanitaire de la Covid, Alive a proposé des solutions de streaming pour les entreprises. Depuis, Alive a fait des plateaux TV l'un de ses univers spécialisés.

07 ShAKe, un des grands chantiers d'Alive

Alive est un acteur incontournable de la région Hauts-de-France. L'équipement du siège social de la Caisse d'Épargne fait partie des grands chantiers réalisés par le groupe Alive. Alexis Devillers souligne : « La Caisse d'Épargne Hauts de France est un fidèle partenaire d'Alive et son accompagnement ne fait que se renforcer au fil des années. D'un point de vue professionnel, la Caisse d'Épargne a su accompagner le groupe sur ses investissements et ses croissances externes. D'un point de vue personnel, leurs conseils précieux m'ont aidé dans la diversification et le partage des risques. La force de notre partenariat ? La transparence de nos échanges ! »



C'EST LUI
QUI EN
PARLE LE
MIEUX

“Le nerf de la guerre ? Savoir déléguer !”

ALEXIS DEVILLERS

Président et fondateur du groupe
Alive Events

Ancien DJ amateur, Alexis Devillers a fait de sa passion pour l'audiovisuel son métier et fondé un géant de l'événementiel. Coup de projecteur sur un entrepreneur qui voit grand et loin.

Comment devient-on le 3^e acteur de l'événementiel ?

Je suis un entrepreneur dans l'âme et j'ai rapidement eu une volonté de croissance pour l'entreprise. Formé au Centre des jeunes dirigeants (CJD), je me suis toujours entouré d'un comité directeur et d'un comité de surveillance. Un entrepreneur doit savoir être accompagné des bonnes personnes, doser les risques, se former, compter et déléguer. J'ai aussi appris à accepter d'ouvrir le capital de l'entreprise. Aujourd'hui, le groupe Alive compte une vingtaine de collaborateurs associés et trois fonds d'investissement. Comme je dis toujours : mieux vaut partager la moitié d'une pièce montée que d'avoir un éclair au chocolat pour nous tout seul. La croissance exponentielle, je la dois à tout cela.

C'est la clé du succès ?

Le succès est d'avoir créé notre propre vision, celle d'être agile et autonome sur tous les métiers de l'événementiel. Nous arrivons à allier notre compétence en prestation de services et notre talent industriel. Vous savez, je suis un autodidacte. La clé

est peut-être aussi d'avoir commencé au plus bas de l'échelle. Aujourd'hui, pour comprendre l'entreprise et les collaborateurs, il faut être passé par tous les services.

Quelle est votre vision pour demain ?

Continuer notre maillage territorial, proposer l'ensemble des métiers de l'événementiel à nos clients, faire de la croissance organique par le cross selling, et amener le groupe dans cinq ans à 150 millions d'euros de chiffre d'affaires. Nous dépensons entre 5 et 10 millions d'euros de matériel par an, nous avons besoin de nous endetter et d'investir. Notre métier s'industrialise, notre vision 360° est unique.

Quelle est votre plus grande fierté ?

Quand nous avons écrit notre vision, il y a quinze ans, nous avions l'ambition de faire les Jeux Olympiques. C'est chose faite et c'est juste énorme ! Heureusement, notre métier est toujours en mouvement. Pour chacun de nos événements, il y a des fiertés ! ●



Notre savoir faire pour soutenir le vôtre.



Santexpert

Nous accompagnons les acteurs de la santé dans la réalisation de leurs ambitions professionnelles et personnelles.

CAISSE D'ÉPARGNE
HAUTS DE FRANCE



Entreprise
Certifiée



Scannez cet QR code pour un accès direct à SantExpert.



Communication à caractère publicitaire.

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance. Capital social de 1 000 000 000 € - Siège social : 612 rue de la Chaude Rivière 59800 LILLE - 383 000 692 RCS Lille Métropole Code NAF 6419 Z - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 008 031 - N° TVA intracommunautaire FR34383000692 - Titulaire de la carte professionnelle «Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs» n° CPI 8001 2016 000 009 207 délivrée par la CCI Grand Lille garantie financière : CEGC, 59 avenue Pierre Mendès France, 75013 PARIS. - Crédit : iStock

Le logement intermédiaire, une solution aux besoins de logement

Face à la hausse des loyers dans les grandes villes, le logement intermédiaire se présente comme une solution pour les ménages modestes exclus des logements sociaux. Avec des loyers encadrés, il favorise la mixité sociale et régule le marché immobilier. Cet article décrypte les enjeux et avantages de ce dispositif en pleine expansion.

QUELLES FORMES PREND LE LOGEMENT INTERMÉDIAIRE ?

Le logement intermédiaire se décline en plusieurs formes pour répondre aux besoins variés des locataires : logements à loyer modéré, accession sociale à la propriété et options de colocation. Offerts par des organismes de logement social, promoteurs privés ou coopératives, ces logements sont principalement des appartements neufs de deux ou trois pièces, idéalement situés près des services, écoles et transports en commun, attirant ainsi les jeunes actifs. Ils servent de transition vers un premier achat immobilier.

Ces logements conviennent aussi aux personnes âgées et à celles en difficulté, comme après un accident de la vie. En plus de loyers encadrés, ils garantissent qualité et sécurité, offrant un avantage supplémentaire pour les locataires.

QU'EST-CE QUE LE LOGEMENT INTERMÉDIAIRE ?

Le logement intermédiaire est une réponse innovante aux besoins croissants de logement des ménages modestes. Situé entre le logement social et le marché privé, il propose des conditions avantageuses pour les locataires tout en favorisant la mixité sociale et en régulant le marché du logement.

POURQUOI LE LOGEMENT INTERMÉDIAIRE EST-IL NÉCESSAIRE ?

Ces dernières années, les loyers ont connu une hausse significative dans les grandes villes, compliquant l'accès à des logements de qualité pour les classes moyennes. Face à cette problématique, l'État a introduit en 2014 le concept de logement intermédiaire. Ce dispositif cible les ménages aux revenus modestes, éligibles au logement social mais incapables de supporter les loyers du marché privé.

57,2 %

des ménages français sont propriétaires de leur logement principal ; stagnation observée depuis dix ans*.



“Entre logement social et marché privé, le logement intermédiaire permet aux classes moyennes de se loger plus confortablement et à prix raisonnable dans les grandes villes françaises.”

QUELS BÉNÉFICES POUR LES ACTEURS DU LOGEMENT ?

Le logement intermédiaire favorise la mixité sociale en accueillant des ménages aux profils variés, contribuant ainsi à la régulation du marché immobilier. En enrichissant l'offre de logements et en stimulant la construction, il présente des avantages notables pour l'ensemble de la société.

+37 %

d'augmentation des prix des logements entre 2010 et 2021 et +16 % des prix des loyers.*

* Source : Étude Caisse d'Épargne réalisée en novembre 2023.

QUI PEUT BÉNÉFICIER DU LOGEMENT INTERMÉDIAIRE ?

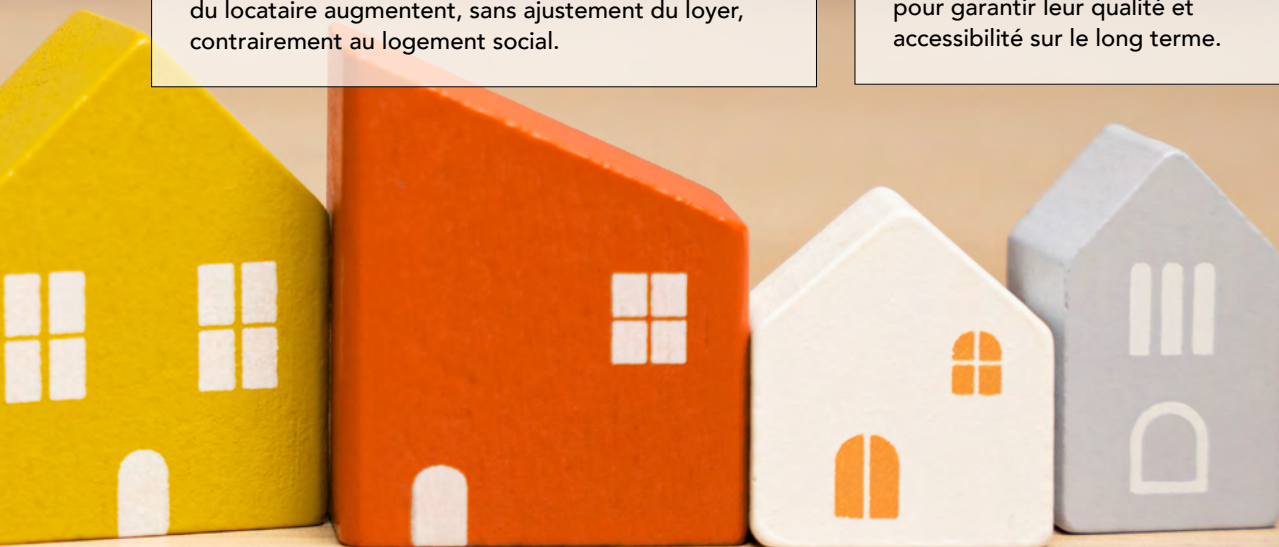
L'accès à ce type de logement est réservé aux ménages ne dépassant pas un certain seuil de revenu. Cependant, ces plafonds étant relativement élevés, environ 85 % des ménages sont potentiellement éligibles. Cette accessibilité large permet à de nombreux foyers de se loger confortablement sans subir les contraintes du marché privé.

QUELS SONT LES AVANTAGES POUR LES LOCATAIRES ?

Avec des loyers encadrés et plafonnés, les logements intermédiaires offrent des tarifs 10 à 15 % inférieurs au marché privé. De plus, une fois accordé, le maintien du logement est garanti même si les revenus du locataire augmentent, sans ajustement du loyer, contrairement au logement social.

QUELS DÉFIS RESTENT À RELEVÉ ?

Malgré ses atouts, le logement intermédiaire doit surmonter plusieurs obstacles. La définition des critères d'éligibilité est délicate, nécessitant un équilibre entre soutien aux ménages modestes et inclusion des plus défavorisés. De plus, le financement requiert une collaboration entre acteurs publics et privés. Enfin, la gestion et l'entretien des logements sont cruciaux pour garantir leur qualité et accessibilité sur le long terme.



Recruter autrement

Septième employeur privé de la région, la Caisse d'Épargne Hauts de France a recruté, en 2023, 277 collaborateurs en CDI et 130 alternants. Dans sa quête de diversification des profils, elle innove sans cesse dans ses méthodes de recrutement.



+ de 100
candidats

Sprint vers ton job

En juillet dernier, la Caisse d'Épargne Hauts de France a été animée par le passage de la flamme olympique, qui a parcouru la France en traversant notre magnifique région des Hauts-de-France. De nombreux collaborateurs, clients et administrateurs ont eu la chance d'assister à ces festivités !

Cette tournée coïncidait également avec une grande opération de recrutement menée par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne, intitulée "Sprint vers ton job !".

À Lille et à Amiens, plus de 100 candidats se sont présentés, représentant une grande diversité de profils issus de tous les Hauts-de-France. À ce jour, une vingtaine de candidats poursuivent le processus de recrutement.

LA COOPTATION, INCONTOURNABLE DU RECRUTEMENT

Conscients que nos collaborateurs sont les meilleurs ambassadeurs de la culture et des valeurs de notre banque, nous misons sur la cooptation. Deux nouveaux modes de recrutement ont été mis en œuvre : une plateforme spécifique et des "afterworks 1+1". Chaque collaborateur peut participer à ces événements en venant accompagné d'une connaissance qui envisage de rejoindre les équipes de la Caisse d'Épargne Hauts de France. 63 recrutements ont été réalisés via la cooptation en 2023 et déjà 49 à fin septembre 2024 !

Job dating sur le Belem

Les équipes de recrutement de la Caisse d'Épargne Hauts de France ont invité des candidats potentiels à explorer de nouveaux horizons professionnels lors d'un job dating exceptionnel à bord du Belem, le 4 septembre au port de Boulogne-sur-Mer. Ce dernier trois-mâts barque français à coque acier, l'un des plus anciens en Europe encore naviguant, est soutenu par les Caisses d'Épargne depuis des décennies et a convoyé la flamme olympique de Grèce vers la France en juillet.

Ce cadre prestigieux a permis aux candidats de rencontrer nos recruteurs, d'échanger avec nos managers et de découvrir nos opportunités de carrière dans les Hauts-de-France. Les places étaient limitées et l'inscription obligatoire pour quelques candidats motivés, ravis de monter à bord pour commencer une nouvelle aventure professionnelle. Plus de 70 candidats ont ainsi rencontré nos équipes ressources humaines et les managers des régions commerciales de Boulogne-Saint-Omer et de Dunkerque-Calais.

+ **de 70** candidats



11 sportifs

4 femmes 7 hommes

3 basket

3 foot

2 rugby

1 volley

1 hand

1 escrime

De sportif de haut niveau à banquier, c'est possible !

La création d'une promotion d'alternants en contrat de professionnalisation, composée de onze anciens sportifs en reconversion, s'inscrit dans notre stratégie de développement des talents et de renforcement de notre vivier de pré-recrutement, notamment pour le poste de chargé de clientèle particuliers. En tant que partenaire Premium des Jeux Olympiques de Paris 2024, nous intégrons ces sportifs pour valoriser notre soutien au monde sportif et notre engagement dans la reconversion des athlètes.

Ce projet donne du sens à notre investissement dans les Olympiades 2024 et répond à nos besoins en recrutement, en formant ces talents à travers un parcours diplômant avec le Bachelor Banque Assurances en partenariat avec l'École Supérieure de la Banque. Cette initiative démontre notre capacité à innover et à investir dans des profils diversifiés, contribuant ainsi à la richesse et à la compétitivité de notre entreprise.

Origine Cycles en tête du peloton

En entrant dans le site flambant neuf d'Origine Cycles à Rouvignies, près de Valenciennes, l'envergure des lieux frappe immédiatement le visiteur. La marque française de vélos ne cesse de se développer. Dans un marché hyperconcurrentiel, celle qui a choisi d'être à contre-courant en proposant des vélos sur-mesure, vient clairement de franchir un cap.



Fabriquer en France des vélos haut de gamme sur-mesure et les distribuer exclusivement en direct via le web, le pari était osé pour ne pas dire un peu fou ! C'est celui pris par Origine Cycles en 2012, une entreprise nordiste qui, en un peu plus de dix ans, est passée de 3 à 110 collaborateurs. La marque made in France a su tirer son épingle du jeu parmi les géants du cycle en proposant un concept novateur de vélos totalement personnalisables par le client. Grâce à un configurateur en ligne, ce dernier imagine son vélo de A à Z. Il choisit son cadre, sa couleur, sa selle, ses roues, adapte son vélo à sa taille, à sa position et à sa pratique. Les combinaisons sont infinies. « Avant, les velocistes offraient la possibilité de créer un vélo adapté aux besoins et à la morphologie de chacun mais avec l'avènement de la production en série, ce n'était plus possible », explique Rémi Lefèvre, l'un des trois co-fondateurs d'Origine.

Un concept novateur

Si aujourd'hui, l'entreprise croît à la vitesse d'un Jacques Anquetil, les débuts furent modestes. « Nous avons commencé dans le garage de mes parents », se rappelle Rémi Lefèvre. Lorsqu'il évoque les prémices de l'aventure, le dirigeant est fier d'être resté fidèle au cahier des charges originel. « La qualité et l'innovation constituent les lignes fondatrices d'Origine. » Rémi Lefèvre a rencontré Yves Amiel, ancien industriel du secteur, en revendant des pièces détachées de vélos. Ce dernier projetait depuis quelque temps déjà de créer sa propre marque avec Pierre-Henri Morel, ex-DG de JouéClub. À trois, ils ont fondé cette marque visionnaire et ont fait le pari de ne quasiment rien externaliser. Conception, fabrication, distribution... Tout est maîtrisé sur place, à Rouvignies !



L'ACCOMPAGNEMENT DE LA CAISSE D'ÉPARGNE HAUTS DE FRANCE

« Notre relation avec la Caisse d'Épargne Hauts de France vient de fêter ses sept ans (le 14 septembre 2017) ! À l'époque, Origine comptait moins de dix salariés dans ses rangs pour un chiffre d'affaires d'environ 2 M€. Notre entreprise n'était pas encore propriétaire de son bâtiment à Somain. Depuis, notre relation avec la Caisse d'Épargne n'a cessé de se renforcer. L'année dernière, la banque a participé à une étape-clé de notre développement en octroyant un prêt de 2,5 M€ pour le financement de notre nouvelle usine à Rouvignies », témoigne Rémi Lefèvre.



Panneaux solaires, station météo pour régler les stores et optimiser la température intérieure... Fruit d'un investissement de 11 millions d'euros, la nouvelle usine d'Origine Cycles se veut à la pointe des nouvelles technologies et écoresponsable.



Rémi Lefèvre,
co-fondateur d'Origine Cycles.

EN SAVOIR +



Une gestion prudente

« Au départ, nous cachions les coulisses pour ne pas effrayer le client. Nous avons investi tout ce que nous avons dans la R&D pour sortir un produit de qualité exceptionnelle. Nous étions techniquement très bons, mais n'avions aucune visibilité », se souvient Rémi. Il a fallu du temps pour s'imposer, mais la presse spécialisée s'est emparée des vélos d'Origine, et les tests comparatifs ont rapidement tourné en leur faveur. Le bouche-à-oreille a fait le reste, créant peu à peu une communauté de passionnés autour de la marque. Malgré cette reconnaissance, les dirigeants ont fait preuve d'une gestion prudente. « Nous avons opté pour une gestion en bons pères de famille. Cette approche a permis de réinvestir dans des innovations, notamment dans le VTT, puis dans le Gravel. »

De belles perspectives

Lorsque l'entreprise s'installe dans ses premiers locaux à Somain en 2017, elle ne compte que six employés. Aujourd'hui, en 2024, alors qu'elle a désormais son propre siège à Rouvignies, Origine emploie 110 collaborateurs. La gamme s'est fortement développée, en intégrant des modèles pour des applications non sportives, avec notamment des vélos électriques incroyablement légers ! Cette expansion s'accompagne d'une ambition forte : l'entreprise prévoit de doubler ses effectifs d'ici 2027. Le nouveau site de Rouvignies, avec sa réserve foncière de trois hectares, a été conçu pour accompagner cette croissance. « Nous avons la capacité d'agrandir le bâtiment selon nos besoins futurs. » Un exemple éclatant du savoir-faire français dans un secteur où la concurrence est internationale. ●

LA SANTÉ SUR LA TABLE D'EXAMEN

Prendre le pouls d'une région

C'est une question qui nous concerne tous, à titre personnel ou pour nos proches. Quatre ans après une pandémie qui a non seulement révélé certaines fragilités, mais aussi démontré la capacité d'adaptation du pays tout entier, où en sommes-nous dans les Hauts-de-France ? Comment la région se situe-t-elle par rapport aux grands indicateurs nationaux ? Comment s'organise-t-elle pour répondre aux grands défis sanitaires collectifs – ceux du grand âge, de la dépendance, des handicaps, des déserts médicaux, du cancer ? Quelles sont les faiblesses d'une population touchée par les inégalités sociales et territoriales que nous connaissons ? Quels sont, à l'inverse, ses atouts, parfois à contre-courant des idées reçues ? Quelles sont ses figures pionnières, ses pépites ? Où forme-t-on les soignants de demain, où prépare-t-on les traitements du futur ? Comment s'organiser pour que chacun, demain, puisse avoir les moyens de se préserver et la garantie d'être bien soigné ?





Comment les six millions d'habitants de la région se portent-ils ? Si la question paraît simple à première vue, la réponse ne l'est pas. Contrairement à une idée reçue - parmi d'autres - les Hauts-de-France sont une région jeune : un tiers de sa population n'a pas 25 ans. Mais ce qui la caractérise, ce sont surtout ses contrastes, souligne Hugo Gilardi, directeur de l'ARS Hauts-de-France. « Les moyennes masquent de profondes disparités. Dans certaines zones urbaines comme la métropole lilloise, Amiens ou Arras, les indicateurs de santé sont sensiblement identiques à la situation nationale. En revanche, dans certaines parties du territoire régional - le sud du département du Nord, le bassin minier, le centre du Pas-de-Calais, le nord de l'Aisne ou une partie du Boulonnais - la situation sanitaire est plus dégradée. »

Cancer, diabète, obésité... Les pathologies chroniques et les principaux fléaux sanitaires y sont surreprésentés, comme dans certains quartiers dits politiques de la ville autour de Beauvais ou de la métropole lilloise, et pour la même raison. « La fragilité sanitaire y est directement corrélée avec les fragilités sociales. Les contraintes qui touchent les populations les plus précaires ne sont pas favorables à la santé, et leurs habitudes de vie non plus », d'où l'importance des politiques de prévention portées par l'agence et l'ensemble des acteurs de la santé.

Autre spécificité des Hauts-de-France : « L'histoire et la place de l'industrie dans une région par ailleurs très agricole font que les sols sont particulièrement imprégnés par certaines substances comme les métabolites de pesticides ou les perchlorates », explique Hugo Gilardi. « Sans qu'on puisse affirmer aujourd'hui qu'il existe un lien direct entre cet héritage et la situation sanitaire, cela explique pourquoi l'ARS se montre très vigilante quant à la présence de ces produits dans l'environnement, notamment dans l'eau potable. »

Des atouts certains

Loin d'un tableau souvent caricatural, la région peut pourtant compter sur de solides atouts. « Dans le secteur hospitalier, le maillage territorial reste dense et peut être qualifié de performant », insiste Hugo Gilardi.



LA SANTÉ
DANS LA
RÉGION :
QUELQUES
REPÈRES

Le montant des dépenses de santé atteint chaque année

18 milliards d'euros

dans les Hauts-de-France (+ 3,88 % sur un an).

11,2 % des habitants de la région bénéficient de la Complémentaire Santé Solidaire (ex-CMU), contre **8,5 %** au niveau national.

L'espérance de vie dans les Hauts-de-France est inférieure de deux ans à la moyenne nationale, tant pour les hommes (77,3 ans en région contre 79,4 ans en France) que pour les femmes (83,6 ans contre 85,3 ans).

En 2022, la région comptait **8 787** médecins, dont **4 900** généralistes libéraux.

Les Hauts-de-France comptent également **8 871** infirmiers, **2 705** chirurgiens-dentistes et **489** sages-femmes.

L'obésité chez les adultes augmente dans la région. Supérieure à la moyenne nationale de 17 %, elle atteignait **22,1 %** en 2020 (9,2 % chez les 18-24 ans).

La consommation quotidienne d'alcool est en fort recul dans les Hauts-de-France : **6,8 %** contre 15,1 % en 2015.

La région compte **4 000** chercheurs et **80** laboratoires dédiés à l'avancement des sciences médicales.

...

« Beaucoup d'établissements de santé ont été rénovés récemment, avec des conditions d'exercice et d'accueil très satisfaisantes. D'autres sont en train de l'être à Dunkerque ou à Lens. » La présence des professions médicales et paramédicales - médecins libéraux, infirmiers, kinésithérapeutes, pharmaciens - est globalement satisfaisante, mais là encore, la moyenne régionale cache une situation contrastée, avec des carences par exemple dans certaines zones de l'Aisne, du Pas-de-Calais ou de l'Oise.

En revanche, les signaux sont au vert en matière de recherche et de formation : « La région compte deux grands CHU (Lille et Amiens) », rappelle Hugo Gilardi. « Au-delà des soins, ces pôles universitaires assurent une mission essentielle de recherche et d'enseignement. » De fait, la région compte plus de 20 000 étudiants dans les filières spécialisées en santé. Premier centre de formation et de recherche médicale de France toutes disciplines confondues, la faculté de médecine de Lille forme à elle seule 400 médecins chaque année, tandis que l'Université catholique de Lille diplôme plus de 2 200 soignants par an. L'université Jules Verne d'Amiens, elle, s'est lancée dans un vaste chantier de réhabilitation du pôle Campus Sud qui lui permettra d'accueillir 5 000 étudiants dans les filières médicales et paramédicales d'ici 2025.





La dépendance et le vieillissement en ligne de mire

Certes, la région est plus jeune que le reste de la métropole, mais le sujet du vieillissement s'annonce comme un autre défi majeur. Si la tendance démographique se maintient, les Hauts-de-France compteront près de 2 millions de personnes âgées de 60 ans ou plus en 2050, soit un tiers de la population régionale. Sujet éminemment collectif, la question concerne un vaste ensemble d'acteurs, dont les départements, les collectivités territoriales, les communes et l'ensemble des structures compétentes en matière de déplacements, de mobilités... Pour l'ARS, qui agit directement sur le volet des soins délivrés au sein des EHPAD, l'enjeu consiste aussi à anticiper. Hugo Gilardi explique : « *L'enjeu, c'est de préparer l'avenir. Nous travaillons à définir ce que seront ces établissements demain, mais surtout à tout engager pour repousser le plus possible ce passage du domicile à l'EHPAD en facilitant le maintien des seniors chez eux, donc en s'assurant de la cohérence et de la performance des services à domicile. Le travail partenarial avec les communes est à cet égard essentiel.* »

Une meilleure prise en compte des handicaps

Dans le cadre du déploiement sur 2024-2030 du plan "50 000 nouvelles solutions", la région planche également sur le sujet délicat des enfants et des adultes dont le handicap visible ou invisible

nécessite un accompagnement renforcé : personnes polyhandicapées, âgées ou non, patients touchés par des troubles du spectre autistique, personnes handicapées vieillissantes, personnes avec un handicap psychique ou cognitif nécessitant notamment un accompagnement à domicile... « *La précarité sociale vient là encore renforcer certaines situations, notamment en matière de troubles du développement, avec un fort besoin de rattrapage* », expose Hugo Gilardi. « *L'ARS dispose d'une enveloppe supplémentaire de 180 millions d'euros pour 2024-2030, soit l'équivalent de 15 % des moyens que nous consacrons au handicap en région. Cela permettra d'agir à deux niveaux, notamment auprès des plus jeunes. Le premier axe consiste à compenser le manque de places dans les établissements spécialisés par d'autres réponses, en favorisant notamment une prise en charge médico-sociale qui permette aux enfants de vivre leur vie dans les milieux ordinaires. Tout un travail est également mené pour détecter plus tôt les troubles du neurodéveloppement. Diagnostiqués tôt, ces troubles ont plus de chances d'être traités et de se résorber au fil du temps.* »





Alcool et tabac, au-delà des idées reçues

Contrairement à une idée reçue, la région se situe sous les moyennes nationales en termes de consommation d'alcool et de tabac, et la baisse est constante (voir page 34). Si 24 000 personnes se sont encore présentées aux urgences pour une raison liée à l'alcool en 2023, la tendance globale est au reflux de la consommation : depuis 2021, la part des habitants qui consomme quotidiennement de l'alcool équivaut à la moyenne nationale (8 %).

Mais il s'agit là encore de moyennes régionales, et des actions spécifiques sont donc menées dans les zones de fragilité sociale déjà évoquées pour relayer les messages de santé publique en matière d'alcoolisme et de tabagisme. Avec une nécessaire articulation entre les mesures nationales et les actions locales, observe Hugo Gilardi : « On sait que le paquet neutre ou l'augmentation du prix du tabac ont eu un impact déterminant sur le tabagisme. Ce sont des mesures décidées au niveau national. Les acteurs régionaux agissent en complémentarité sur des actions de proximité. Cela dit, l'ARS intervient aussi sur des sujets spécifiques en matière d'addiction, comme le protoxyde d'azote qui a fait l'objet d'une campagne de santé publique spécifique en 2023 et en 2024. » ●

PAS DE DÉSINVESTISSEMENT PUBLIC



En matière de santé, un reproche revient de manière récurrente : la réponse publique en matière de santé reculerait année après année. C'est faux, insiste Hugo Gilardi : « Peu de pays investissent autant dans la santé que la France. Dans la région, les dépenses de santé représentent chaque année 25 milliards d'euros. Le Ségur de la santé en Hauts-de-France, à lui seul, se traduit par 1,5 milliard d'euros d'investissements supplémentaires sur 2022-2030, fléchés vers le secteur médical et médico-social. »

“L'écosystème de la santé mérite une approche spécifique”



Éric Le Ker,
Directeur du Marché Santé de la
Caisse d'Epargne Hauts de France

La Caisse d'Epargne Hauts de France déploie un dispositif commercial dédié à tous les acteurs de la santé en créant une direction de marché spécifique. Éric Le Ker nous explique comment cette nouvelle organisation se met en place et intervient désormais sous la bannière Santexpert.

Pour vous, que représente le marché de la santé dans la région ?

C'est un axe stratégique. Le secteur compte plus de 1 100 entreprises, occupe 32 000 emplois directs et constitue un enjeu d'intérêt public essentiel pour les habitants. La Caisse en conclut que ces acteurs méritent une approche distincte qui englobe l'ensemble de l'écosystème de la santé : professions libérales, secteur public, entreprises, associations, start-up innovantes, etc. Nous souhaitons devenir leur interlocuteur naturel. Pour cela, nous développons un dispositif reposant sur deux leviers : le centre d'affaires Santé, actif depuis 2019, qui va s'étendre bien au-delà de la métropole lilloise, en passant de trois à sept collaborateurs. Une équipe de développement dédiée à mobiliser l'ensemble de nos acteurs internes va également voir le jour.

La région se distingue par des enjeux sanitaires particuliers. Cela influence-t-il votre approche ?

Notre territoire se caractérise par la prévalence de pathologies, plus présentes qu'ailleurs, comme le diabète de type 2, l'obésité et le cancer. Cela justifie une approche conçue pour répondre à ces caractéristiques. La prévention doit être placée au cœur du dispositif, et sur ce volet, la Caisse d'Epargne Hauts de France a un rôle à jouer.

Comment répondre à cette diversité d'acteurs dont les besoins sont différents ?

Les attentes ne sont jamais les mêmes : un patron de laboratoire, une start-up, une infirmière qui s'installe, une association de soutien aux personnes âgées ou un chirurgien-dentiste n'ont pas les mêmes attentes. D'où l'accompagnement personnalisé des acteurs de la santé que nous mettons en place sous l'appellation Santexpert, qui nous unit dans



la volonté d'apporter le meilleur de nos savoir-faire à des clients et prospects qui, eux-mêmes, n'en manquent pas ! Une plateforme dédiée permettra même aux professionnels concernés de trouver en ligne nombre d'actualités et d'outils dédiés à leur métier, et d'entrer en contact avec un conseiller.

Comment renforcez-vous vos équipes pour répondre à cette diversité de situations ?

Nous misons sur la formation et le développement des compétences de nos équipes ainsi que celles de toute la Caisse. Nous cherchons à diffuser une culture transversale de la santé chez nos collaborateurs, au-delà du seul Marché Santé. L'objectif est qu'environ 70 collaborateurs pluridisciplinaires soient sensibilisés aux enjeux du secteur, en plus du soutien spécifique déployé dans les agences pour les aider à dialoguer avec les professionnels de santé. Enfin, la Caisse va intensifier son travail partenarial avec les grands acteurs du territoire, comme le CHU ou la Catho de Lille.

La santé exige des investissements considérables et parfois risqués.

Comment maîtrisez-vous ce risque ?

Il s'agit de disposer des bonnes expertises face aux enjeux clients. Nous voulons jouer un rôle significatif dans le financement des acteurs de la santé sur le territoire, sans prétendre tout faire. Pour les start-ups, nous aidons à identifier le bon partenaire et les bonnes solutions à chaque phase de croissance. Notre connaissance approfondie des acteurs nous permet de les orienter vers le bon interlocuteur à chaque étape, tout en exploitant nos propres capacités d'intervention. C'est ce modèle que nous voulons déployer pour devenir l'acteur financier de référence de la santé dans les Hauts-de-France. ●

EURASANTÉ

Trente ans d'impact

Alimentation, prévention, traitements, vieillissement... Depuis 30 ans, Eurasanté accompagne les filières santé dans la région et contribue à la remarquable vitalité de l'écosystème local.



« Le projet initial consistait à faire du secteur de la santé l'un des fers de lance de la régénération économique des Hauts-de-France. Avec 1 100 entreprises et 32 000 emplois directs, l'objectif est atteint », souligne Étienne Vervaecke, directeur général d'Eurasanté. Mais ce n'est pas fini : le pôle, qui comptait initialement trois incubateurs - Eurasanté à Loos, Euralimentaire (nutrition) à Lomme et Eurasenior ("silver économie") à Arras - en a lancé un quatrième à Lens-Liévin : Vivalley (sport, santé, bien-être).

Le Hub, nouveau lieu de convergences

Implanté dès sa création au cœur de l'un des plus grands campus hospitalo-universitaire d'Europe, le Parc Eurasanté s'est doté d'un nouveau "cœur" emblématique, inauguré l'été dernier : le Hub. « C'est le bâtiment qui manquait à la filière santé nutrition régionale », résume Étienne Vervaecke. Situé à Loos, cet ensemble de 2 700 m² se veut un carrefour ouvert aux acteurs économiques et aux communautés de la recherche, de la formation et du soin. Livré en

septembre 2024, il est prêt à accueillir des laboratoires, des espaces de travail et une usine-école de 650 m², ainsi qu'un centre de formation aux métiers du soin ouvert aux demandeurs d'emploi et aux salariés. Le succès est déjà au rendez-vous : « Nous pensions que le bâtiment serait plein d'ici fin 2026, mais ce sera sans doute plus tôt. »

Medtech, Biotech, Santé digitale : trois temps forts en un

Les 3 et 4 décembre 2024, Lille Grand Palais accueillera trois événements majeurs organisés par Eurasanté : BioFIT, MedFIT et MEDigIT. Leader en Europe et dédié aux transferts de technologies, aux innovations "early-stage" et aux premières levées de fonds, BioFIT en est à sa 13^e édition - 1 000 acteurs venus de 35 pays différents sont attendus. Première convention d'affaires internationale dédiée aux partenariats d'innovation dans le domaine des technologies médicales, MedFIT en est à sa 8^e édition et réunira 650 participants internationaux. Lancé cette année, MEDigIT rassemblera enfin le meilleur de la santé digitale : start-ups, PME, instituts de recherche, grands groupes, incubateurs, investisseurs, chercheurs... Un tournant essentiel, souligne Étienne Vervaecke : « La mobilisation d'une masse inouïe de données et l'irruption de l'IA dans les processus diagnostiques et thérapeutiques nous font entrer dans une nouvelle ère. » ●



La filière santé nutrition des Hauts-de-France pèse 13,5 milliards d'euros* dans l'économie régionale.



INSTITUT PASTEUR DE LILLE

Bougez votre santé

La nutrition et l'activité physique sont essentielles pour nous maintenir en bonne santé. Le centre de prévention Santé et Longévité de l'Institut Pasteur de Lille en a fait l'un de ses grands axes stratégiques. Décryptage.

Quelles cibles ?

Médecins, infirmiers, diététiciens, éducateurs médico-sportifs... Avec ses 80 salariés, le centre intervient chaque année auprès de plusieurs dizaines de milliers de personnes, explique Perrine Quivron, directrice des opérations : « Nous nous adressons aussi bien aux professionnels de santé qu'à la population, avec une attention particulière aux publics vulnérables pour des raisons médicales, socio-économiques ou psychologiques. » Des personnes qu'il faut approcher sans effrayer, insiste Didier Bonneau, directeur de l'Institut Pasteur de Lille : « Le terme de sport peut faire peur à une partie de ces publics, ne serait-ce que pour des raisons financières. Or, il n'est pas tant question de performance que de lutte contre la sédentarité : nous préférons parler d'activité physique. Monter un escalier plutôt que de prendre l'escalator, c'est déjà prendre soin de sa santé. »

Quelles actions ?

Le centre intervient auprès des soignants, mais aussi des professionnels du champ social ou éducatif, comme les centres sociaux et les missions locales. L'objectif est de les aider à prendre en charge des

populations souvent précaires. « Nous avons également développé une offre spécifique auprès des entreprises via des partenariats avec les services concernés : RH, RSE, QVT, services de santé au travail... », explique Perrine Quivron, directrice du centre de prévention. L'Institut collabore avec de nombreux partenaires, du monde social et associatif aux collectivités, et de l'ARS aux Caisses primaires d'assurance maladie ou aux entreprises, grâce à des partenariats avec le MEDEF, le Pôle Santé Travail et bientôt France Travail. Le tout se déploie à l'échelle de toute la région, grâce aux antennes locales et aux équipes mobiles du centre.

Quel impact ?

Le centre dispose d'un atout supplémentaire : adossé au volet recherche, son travail de terrain permet d'alimenter la recherche épidémiologique. « C'est de la recherche en action », résume Didier Bonneau. « Une de nos équipes travaille à la prévention du diabète de type 2 auprès d'une cohorte conséquente de 2200 personnes. Elle nous sera particulièrement utile pour proposer des réponses adaptées. » ●

COUSIN SURGERY

La santé au bout du fil (chirurgical)

Cousin Surgery, héritière d'une tradition textile française, s'impose aujourd'hui dans le domaine des implants chirurgicaux. Forte de son savoir-faire, l'entreprise innove pour réduire les douleurs postopératoires, tout en faisant face à de nouvelles contraintes réglementaires.



Fondé en 1848, le groupe Cousin a longtemps produit des textiles techniques "classiques", notamment des cordes destinées aux navigateurs et aux alpinistes. Tout change au début des années 90, lorsque la PME commence à développer du fil destiné aux blocs opératoires, avant de se lancer dans les implants chirurgicaux textiles. Avec un axe fort, explique son directeur général François Tortel : « la réduction des douleurs postopératoires et la préservation de la mobilité des patients ».

Présente sur le marché de la chirurgie viscérale et celle du rachis, l'entreprise produit notamment des implants pour les hernies inguinales. Autre produit phare : un dispositif destiné à soigner les disques intervertébraux abîmés. Plutôt que de "souder" deux vertèbres, les chirurgiens placent un implant textile qui vient soutenir l'articulation. Bien tolérée par l'organisme, la pièce n'entrave pas les mouvements. Une petite révolution qui rappelle que l'innovation a toujours caractérisé l'entreprise, souligne son directeur : « À sa naissance, Cousin fabriquait du fil pour les selles de cheval et les banquettes de fiacre. C'était déjà un produit technique : il fallait

résister à la tension, l'humidité, la chaleur... » Les produits destinés aux blocs opératoires sont bien sûr d'une autre nature, mais l'idée reste la même : répondre par la technicité à des exigences fortes, avec des produits dotés de fonctions mécaniques, mais aussi curatives : effets antidouleur, cicatrisants, antibactériens...

Installée à Wervicq-Sud, Cousin Surgery, forte de 150 collaborateurs, fabrique aujourd'hui près de 220000 implants chaque année.

Fruit du croisement de la médecine et des sciences de l'ingénieur, chaque produit est développé en lien étroit avec les centres hospitaliers, les cliniques et les distributeurs spécialisés, dont une large part à l'export. L'occasion d'une alerte, souligne François Tortel : « Depuis 2021, la réglementation européenne sur les dispositifs chirurgicaux a évolué très rapidement. Soumettre un nouveau produit exige un dossier de 6000 pages aujourd'hui contre quelques centaines auparavant. » Un vrai risque face à des concurrents - américains notamment - qui ne sont pas soumis aux mêmes exigences. ●



“L'idée, c'est de maintenir un accès de proximité à des soins de qualité.”

CENTRES HOSPITALIERS INTERCOMMUNAUX

Une réponse aux déserts médicaux

Regrouper les centres hospitaliers des petites communes pour partager les ressources, les infrastructures et le personnel médical afin d'offrir des soins de santé complets et efficaces sur un territoire : c'est le principe des centres hospitaliers intercommunaux (CHI).

À Montdidier (Somme), le CHIMR est né de la fusion en 2013 des hôpitaux de Montdidier et de Roye, rappelle Charles-Édouard Bethembos, chef de son pôle médical. « L'idée, c'est de maintenir un accès de proximité à des soins de qualité, en s'adaptant aux contraintes démographiques et géographiques d'un territoire majoritairement rural ou semi-rural. »

Pour y parvenir, le CHIMR est bien équipé. « L'établissement dispose d'un service d'urgence avec une antenne de SMUR, de quelques lits pour les hospitalisations d'une journée, d'un service de médecine de 35 lits avec des compétences en gériatrie, d'un EHPAD de 120 pensionnaires (121 en comptant... un chat), d'une USLD* et d'une activité d'hôpital de jour avec un plateau technique assez

vaste : orthopédie, urologie, néphrologie, dermatologie, cardiologie, rééducation polypathologique, bientôt rhumatologie... Le CHIMR possède également un centre périnatal de proximité et un service de radiologie (scanner, échographie, radiologie) qui accueillera bientôt son IRM. Enfin, le CHIMR propose un service d'addictologie sur le site de Roye pour les patients en sevrage ou pour des soins de suite », énumère le Dr Bethembos.

Un point d'inquiétude demeure, bien que mineur pour l'instant : la capacité du CHIMR à rester attractif pour des soignants épuisés par les crises successives des dernières années. « Nous avons la chance d'accueillir de nombreux internes, mais les marges de manœuvre ne sont pas énormes dans des services comme les urgences ou à l'EHPAD », résume le Dr Bethembos, qui plaide pour un travail en profondeur sur l'attractivité des métiers du soin. Une problématique qui dépasse largement le seul CHIMR. ●

* Les USLD (unités de soins de longue durée) sont des services d'hébergement médicalisés pour les personnes âgées de plus de 60 ans, offrant une présence médicale 24 h/24.

CHU DE LILLE

Le CHU de Lille, fer de lance régional

Directeur général du CHU de Lille depuis 2017, Frédéric Boiron a fait toute sa carrière dans le milieu hospitalier. Il dresse le portrait d'un établissement de premier plan.

1 UNE EXCELLENCE RECONNUE

Le magazine Newsweek a récemment placé le CHU de Lille à la 3^e place en France et dans son top 100 mondial. Il présente une particularité rare : toutes ses composantes sont regroupées sur un campus hospitalier de 70 hectares qui réunit douze hôpitaux, mais aussi les facultés de santé, les laboratoires de recherche... Cette spécificité nous permet de proposer une offre complète en matière de soins, de recherche et d'enseignement.

2 LES POINTS FORTS DU CHU

Nous réalisons davantage d'actes chirurgicaux que la moyenne. Nous sommes le premier centre préleveur et l'un des plus gros centres de greffe de France. Notre Pôle des Neurosciences et de l'Appareil locomoteur, qui englobe tout ce qui touche à la neurologie, à la neurochirurgie et à l'orthopédie, mais aussi à l'imagerie et à la psychiatrie, est un des plus importants du pays : nous y installons en ce moment une IRM 7 Tesla, la plus performante, qui viendra interconnecter les IRM 3 de toute la région. Nous investissons dans les thématiques de l'inflammation, du métabolisme et du diabète. L'hôpital mère-enfant Jeanne de Flandre est l'un des plus réputés de France, avec sa maternité et ses spécialités de pointe en pédiatrie ou en gynécologie. Enfin, nous disposons d'un Pôle Psychiatrie dynamique avec des dispositifs de portée nationale comme le 3114 ou Vigilans, qui ont pris naissance à Lille¹.

¹ Le 3114 est le numéro national de prévention du suicide. Vigilans est un système de suivi des personnes ayant fait une tentative.

² Remplacement d'une valve aortique.

³ Des ensembles de cellules pancréatiques dont la greffe est désormais proposée en routine aux patients atteints de diabète de type 1 sévère.

3 LES DÉFIS QUI S'ANNONCENT

Le principal enjeu des prochaines années sera de préserver un système de soins dont on oublie parfois la résilience et les qualités. En France, cette excellence des soins est accessible à tous, sans condition, au sein des Hôpitaux Publics, ce qui n'est pas le cas partout en Europe. Maintenir ce modèle alors que les coûts augmentent sans cesse n'est pas simple : en 2017, le budget de l'hôpital était de 1,3 milliard d'euros, il est aujourd'hui de 1,76 milliard. Un autre enjeu crucial concerne l'attractivité des métiers de la santé. Nos professions sont exigeantes : l'hôpital ne ferme jamais, ce qui est une contrainte à prendre en compte. Un dernier défi, moins connu mais tout aussi majeur, est d'assurer la coordination territoriale du système de santé, en lien avec les autres établissements, la médecine de ville et tous les professionnels de santé.

4 LA RECHERCHE AU CŒUR DU PROJET

Le CHU a noué des liens forts avec les acteurs académiques dans le domaine de la recherche et de l'innovation. Il peut notamment s'appuyer sur le tout proche Parc Eurasanté (voir page 38), dont il est membre fondateur. Le CHU soutient par ailleurs une dizaine de projets destinés à valoriser des dispositifs ou des thérapeutiques innovants. Nous avons ainsi soutenu les TAVI² ou les "îlots de Langerhans"³ et nous travaillons avec des acteurs industriels, comme le groupe Janssen. Avec nos partenaires universitaires, nous investissons enfin sur des sujets comme les immunothérapies ou l'amélioration de la prise en charge des AVC, notamment dans le cadre du projet de recherche hospitalo-universitaire (RHU) Tipitch. L'excellente entente qui règne entre le CHU et les grandes entités académiques du territoire est, à cet égard, un atout puissant.

Un avenir sous contrôle des fonds d'investissement ?

Centres d'analyses médicales, cabinets de radiologie, soins dentaires... Un double mouvement de concentration et de financiarisation s'est engagé dans le secteur de la santé. Quels sont les avantages et les risques ? L'éclairage de Fanny Meindre, directrice de la recherche en santé chez Natixis CIB (Groupe BPCE).



Fanny Meindre,
Directrice de la recherche en santé
chez Natixis CIB

Un vaste mouvement de concentration touche les cabinets d'analyse médicale, régulièrement rachetés par des fonds d'investissement. D'autres secteurs sont-ils concernés ?

Les laboratoires d'analyses biologiques sont particulièrement touchés, le secteur est contrôlé aux deux tiers par six grands groupes. La financiarisation concerne aussi les soins dentaires, l'imagerie, l'ophtalmologie... Ce processus a été encouragé par l'État, qui a ouvert la porte à des investisseurs privés. Face à certaines dérives, les pouvoirs publics tentent de revenir en arrière, mais le mouvement semble irréversible.

Pourquoi un tel intérêt ?

La santé est un investissement rentable. En jouant sur la taille critique et la concentration des plateaux techniques, ces sociétés cherchent des économies d'échelle et la rentabilité par le volume. Prenons le cas d'un centre d'ophtalmologie : le patient passe d'abord chez l'orthoptiste, l'ophtalmologiste n'intervenant que quelques minutes en bout de chaîne. Avec un seul praticien, le centre peut accueillir un nombre considérable de patients dans une même journée. Avec l'accroissement constant de la demande, le secteur du soin représente un investissement sûr, d'autant plus que les dépenses de santé sont largement prises en charge par la collectivité. Investir dans la santé répond aussi à la volonté de diversification des portefeuilles des acteurs financiers. Certains fonds poussent la logique de rentabilité à son paroxysme.

Quels sont les risques dans ce modèle pour les médecins et pour leurs patients ?

Sans même parler des dérives identifiées récemment dans certains centres de soins dentaires, le principal risque pour les patients est d'être moins bien soignés par des praticiens qui leur consacrent moins de temps. Les professionnels de santé peuvent être confrontés à une perte d'autonomie, au risque de jongler entre l'éthique médicale et les impératifs financiers. Une fois les groupes en situation de monopole ou d'oligopole sur un territoire, rien ne les empêche de réduire leur politique salariale. Cela a des conséquences : les jeunes médecins refusent de se lancer dans certaines spécialités, comme la biologie médicale. Cela risque de conduire à une pénurie.

Vu l'état des budgets publics, avons-nous vraiment le choix ?

Les finances publiques sont sous contrainte. Le rapport Libault estimait les besoins face au vieillissement de la population autour de 9 ou 10 milliards d'euros d'ici 2030. Un véritable mur nous attend d'ici 2040, et l'argent manque. Cela pose une question éthique : est-ce le modèle de société que nous voulons suivre ? ●

40 %

du secteur hospitalier privé lucratif est aujourd'hui détenu par quatre groupes : Ramsay Santé, Elsan, Vivalto et Amalviva.

Source : rapport d'information sénatorial, 2024

Santé et innovation : nouveaux horizons dans les Hauts-de-France

Les Hauts-de-France se réinventent avec des initiatives médicales pionnières. Le Centre Oscar-Lambret de Lille intègre le sport au parcours de soins pour mieux combattre le cancer. Le CHU de Lille ouvrira bientôt un centre dédié aux victimes de violence, une première en France. À Tourcoing, l'association Naissance en N'or prévoit la création d'une maison de naissance, offrant une alternative unique aux futures mères de la région. À Hesdin, la nouvelle clinique des 7 Vallées revitalise le territoire. Découvrez ces projets transformateurs qui redéfinissent l'accès à la santé dans la région.

Avec MAVle, le CHU de Lille veut améliorer l'accueil des victimes de violences

C'est une première en France : au printemps 2025, la Maison hospitalière des victimes de violences (MAVle) ouvrira ses portes à Lille, au deuxième étage de l'hôpital Calmette, au cœur du CHU. Actuellement en rénovation, cet espace de 1 200 m² aura pour objectif de simplifier le parcours de toutes les victimes de violences physiques et psychologiques - femmes, hommes et enfants - en concentrant les ressources nécessaires en un seul lieu. « Aujourd'hui, ces personnes peuvent arriver par plusieurs points d'entrée, les urgences générales bien sûr, mais aussi les services ophtalmologiques ou gynécologiques », explique Catherine Thomas, directrice juridique du CHU. « Or, former tous nos professionnels à l'accueil de ce type de patients n'est pas facile. »

D'où l'idée d'un lieu unique. Chaque victime pourra y rencontrer différents spécialistes, toujours avec son accord. Le site réunira l'Unité médico-judiciaire, le Centre régional de psychotraumatisme, l'Unité d'accueil pédiatrique Enfance en danger et les urgences gynéco-obstétricales, mais aussi des partenaires extérieurs, dont des associations spécialisées.

De quoi faciliter la prise en charge médicale, mais aussi les démarches pratiques, administratives et légales, précise Catherine Thomas : « Beaucoup de victimes ne bénéficient pas d'un suivi adapté, faute de pouvoir s'engager dans un parcours bien identifié. Les forces de l'ordre seront présentes pour recevoir les plaintes éventuelles, ce qui permet de réduire les pressions et les menaces qui pèsent souvent sur les victimes. » ●

Novateur, ce projet de 800 000 euros fait du CHU de Lille un précurseur au niveau national et vient prolonger sa mission de soins.





Au Centre Oscar-Lambret, une réponse musclée face au cancer

Valable pour la prévention de l'obésité et des maladies cardiovasculaires, le vieil adage "le sport, c'est la santé" s'applique également aux patients atteints de cancer, rappelle l'oncologue Laurence Vanlemmens : « Le sport offre une chance supplémentaire de vaincre la maladie et d'améliorer la qualité de vie. » Médecin au Centre Oscar-Lambret de Lille (COL), la spécialiste souligne que l'intérêt de l'établissement pour la pratique sportive ne date pas d'hier : depuis 2016, l'activité physique fait partie intégrante du parcours de soins. Baptisé Mon Sport Santé, le programme permet aux patients de bénéficier d'un programme adapté à leur situation.

Concrètement, les volontaires peuvent participer à deux cours par semaine pendant six mois, avec des séances encadrées par des professionnels et adaptées à leurs contraintes. Depuis 2022, le COL dispose même de sa propre salle de sport, capable

d'accueillir jusqu'à douze personnes dans deux espaces distincts : un plateau "endurance/cardio" et un espace "renforcement musculaire/multisport". « Les patients bénéficient d'un bilan médico-sportif initial suivi d'évaluations régulières des effets de leur pratique, afin de les inciter à poursuivre leurs efforts par la suite. » Aménagé grâce au soutien de divers mécènes - dont Decathlon - le dispositif a fait ses preuves : « Après six mois, on observe une nette diminution des effets secondaires liés aux traitements, notamment la fatigue ou les douleurs. » Au-delà des gains en masse musculaire et en endurance retrouvée, la pratique sportive contribue surtout à réduire le risque de récurrence. ●



FAIRE UN DON

Pour pérenniser ce programme, le Centre accueille les dons des entreprises et des particuliers.
Contact : donsetlegs@o-lambret.fr

À Hesdin, la nouvelle clinique des 7 Vallées, symbole de renouveau. Échange avec Stéphan de Butler d'Ormond, président du groupe Pauchet Santé.



Stéphan de Butler d'Ormond,
Président Directeur Général du Groupe Pauchet Santé

Pari tenu. Depuis le 23 septembre, les habitants d'Hesdin-la-Forêt et des alentours disposent d'un établissement de santé flambant neuf : la clinique des 7 Vallées, construite en moins d'un an pour un projet lancé en 2019-2020, avec la reprise du site par Pauchet Santé. À l'époque, l'établissement était au bord du gouffre, rappelle le président du groupe basé à Amiens, Stéphan de Butler d'Ormond : « *En quatre ans, nous avons accompli des miracles. Tout le monde s'est mobilisé pour le sauver.* » Ce sauvetage spectaculaire a permis au site de survivre à tout, du Covid à l'explosion des coûts de construction, en passant par quelques lenteurs administratives que le dynamisme des élus locaux a heureusement compensées.

À la clé, un établissement adapté aux besoins locaux avec une vingtaine de salariés et autant de praticiens spécialisés : stomatologie, angiologie, ophtalmologie, gastro-entérologie, orthopédie, urologie... « *L'idée, c'est qu'une population rurale en plein désert médical ne doit pas être moins bien soignée que dans le centre d'une grande ville, même si elle ne peut pas être soignée pour tout sur place. Ce que nous faisons, nous le faisons bien : pour les actes les plus complexes, les établissements spécialisés prennent le relais si nécessaire* », explique Stéphan de Butler d'Ormond. Aujourd'hui, la clinique propose une offre de soins diversifiée pour une activité de chirurgie ambulatoire, avec

des infrastructures de pointe - dont un scanner et bientôt une IRM gérés par le groupe d'imagerie indépendant régional IMAO.

La clinique, qui prend actuellement en charge 3 000 patients par an et réalise jusqu'à 20 000 consultations spécialisées, envisage de développer son activité pour répondre aux besoins de la population et être au rendez-vous de nouvelles prises en charge, tout en s'imposant comme l'un des piliers de la revitalisation du territoire. ●

SOUTIEN ESSENTIEL DES ÉLUS

« Ensemble, nous pouvons déplacer des montagnes », insiste Stéphan de Butler d'Ormond, qui salue l'implication de l'ARS, de la mairie d'Hesdin et de la Communauté de communes des 7 Vallées. Un soutien public d'ordre financier - sur les 8 millions d'euros engagés, 2 proviennent du Ségur de la santé - mais aussi pratique : les collectivités locales ont assuré la réalisation du parking de 85 places et les aménagements extérieurs. Au-delà, ce soutien s'inscrit dans une démarche plus large : « L'objectif est également de redynamiser tout un territoire. La clinique est un des outils mis en place pour attirer de nouveaux habitants. »



À Tourcoing, Naissance en N'or va créer une nouvelle maison de naissance

Depuis quatre ans, l'association fondée par huit sages-femmes milite pour l'ouverture de la première maison de naissance au nord de Paris, offrant une nouvelle possibilité aux futures mères qui souhaitent accoucher ailleurs qu'à l'hôpital.

En France, les futures mamans ont trois options pour accoucher : dans une maternité le plus souvent, chez elles (dans 1 à 2 % des cas) ou dans des maisons de naissance. Dédiées aux femmes dont la grossesse est considérée comme à bas risque, ces structures offrent une alternative précieuse, explique Julie Couttenier, sage-femme à Tourcoing : « Cette solution s'adresse aux femmes qui veulent accoucher dans un cadre plus chaleureux qu'un plateau technique et de manière naturelle, sans péridurale ni déclenchement artificiel. Chaque couple sera pris en charge par plusieurs sages-femmes pendant la grossesse, jusqu'au jour J. Consultation prénatale, préparation à la naissance... Tout se passe ensuite comme dans l'intimité d'une chambre. »

Problème : il n'existe actuellement aucune maison de ce type au nord de Paris. D'où l'initiative de huit sages-femmes qui ont lancé fin 2020 l'association

Naissance en N'or, comptant aujourd'hui une centaine d'adhérents. Leur objectif : ouvrir la première maison de naissance dans la région, en respectant une règle d'or : pour pallier toute complication éventuelle, le site doit être proche d'un plateau technique hospitalier - le centre hospitalier de Tourcoing, qui offre à l'association le terrain pour ce bâtiment de 264 m² prévu entre fin 2026 et 2027, selon l'avancement des travaux - le financement étant déjà presque bouclé. ●

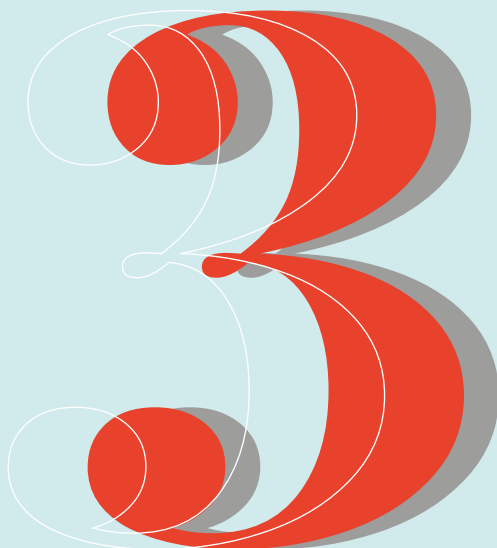


Le lieu pourra accueillir plus de 200 bébés par an, offrant ainsi aux parents de Tourcoing un choix supplémentaire dans une structure unique dans les Hauts-de-France.

Dans l'Oise, une maison paramédicale pour pallier un manque de kinés

L'été dernier, une maison paramédicale dédiée à la kinésithérapie et à l'ostéopathie a ouvert ses portes à Choisy-au-Bac, dans l'Oise. Depuis son ouverture, la salle d'attente ne désemplit pas. Marc-Olivier Buffet y est kinésithérapeute. C'est lui qui a décidé, il y a trois ans, de s'associer avec deux consœurs pour monter ce centre répondant à un vrai besoin : « Suite à un départ à la retraite, il n'y avait plus de kinés ici depuis plusieurs années. En tant que professionnel libéral, monter une maison de santé aide à mutualiser les coûts de logement et de matériel. Dans nos métiers en demande, cela permet aussi de pallier le manque de professionnels de santé et de continuer les soins tout en restant flexible au niveau des horaires. Et puis, c'est aussi un placement

pour l'avenir puisque nous sommes propriétaires de nos locaux. » Ce projet de construction neuve de trois ans, chiffré à hauteur de 800 000 euros, a été possible grâce au soutien financier de la Caisse d'Épargne des Hauts de France. « La Caisse a su répondre au mieux à nos besoins et nous avons été accompagnés tout au long du projet par le même conseiller. C'est une chance d'avoir un interlocuteur unique présent sur le même secteur que nous. » Aujourd'hui, la maison paramédicale compte quatre kinésithérapeutes et une ostéopathe et dispose d'une piscine de rééducation. En janvier, le centre accueillera une nouvelle ostéopathe et a le projet de proposer des cours de sport adapté en lien avec la balnéothérapie. ●



axes d'engagement

Parce que la Caisse d'Epargne Hauts de France est une banque 100 % régionale qui appartient à ses clients, elle porte une responsabilité particulière à l'égard de son territoire et de ses habitants. Elle conduit de longue date un programme d'actions au service de cette ambition, réunies sous l'appellation commune "Plus qu'une banque" : plus solidaire, plus green, plus sport. La certification B Corp - obtenue en novembre 2022 - est la reconnaissance de cet impact en faveur de la société et de l'environnement de son territoire.



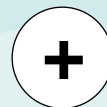
SOLIDAIRE

La banque et sa Fondation d'entreprise favorisent l'accès à la culture et à l'insertion (par l'emploi et le logement). En 2023, elles ont consacré ensemble 5 M€ au profit d'actions solidaires de mécénat et de partenariats sportifs.



GREEN

La banque agit à plusieurs niveaux. Elle permet à ses clients d'investir dans des placements responsables (15 Md€) ; soutient ses clients dans leur transition énergétique et environnementale et s'engage dans la réduction de sa propre empreinte carbone.



SPORT

La banque porte un programme d'actions en faveur de la pratique du sport en région. Elle est un partenaire fidèle d'équipes sportives représentatives des territoires de la région ; elle contribue à la pratique sportive au profit de la santé du plus grand nombre ; elle a accompagné neuf athlètes originaires de la région, sur la route de Paris 2024.

+ SOLIDAIRE

Un nouveau dispositif pour soutenir les victimes de violences conjugales

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, la Caisse d'Épargne Hauts de France a annoncé un nouveau service destiné aux victimes de violences conjugales. Dès le 25 novembre 2024, l'ouverture d'un compte bancaire simplifiée sera possible sous 48 heures pour les femmes et hommes majeurs en situation de détresse. Ce service, gratuit pendant deux ans, a été conçu pour répondre à une urgence sociale en favorisant l'autonomie financière des victimes, souvent confrontées à des violences économiques insidieuses.

Un partenariat solide pour une action efficace

La Caisse d'Épargne Hauts de France déploie ce dispositif en collaboration avec la Direction régionale aux droits des femmes et à l'égalité Hauts-de-France (DRDFE) qui a permis d'entrer en contact avec les associations sur tout le territoire, et en partenariat avec l'association Solfa, reconnue pour son travail auprès des femmes victimes de violences.

Briser la dépendance économique

Les violences conjugales, qui touchent des milliers de personnes en France chaque année, incluent souvent des restrictions financières. Selon une étude IFOP, plus de 4 femmes sur 10 subissent des violences économiques. La possibilité d'ouvrir un compte bancaire personnel, dissocié du domicile

conjugal, avec une carte bancaire sans frais et une autorisation de découvert selon le profil, offre une indépendance économique immédiate, essentielle pour la reconstruction des victimes.

En s'engageant ainsi, la Caisse d'Épargne Hauts de France se positionne comme un acteur solidaire, offrant un soutien concret aux victimes de violences conjugales pour leur permettre de retrouver leur liberté et de protéger leur avenir. ●

CARACTÉRISTIQUES DU DISPOSITIF

Ouverture en 48 heures : simple et rapide, sous présentation d'une pièce d'identité.

Gratuité pendant 2 ans : le compte inclut une carte bancaire sans frais, assurant une gestion financière autonome et sécurisée.

Confidentialité totale : le compte n'est pas rattaché au domicile conjugal, assurant la protection des victimes.

Support dédié : une ligne téléphonique (09.84.98.02.10) est accessible, avec un traitement prioritaire des demandes par une équipe spécialisée et formée par le Centre d'information sur les droits des femmes et des familles (CIDFF).

Voir conditions en agence

+ SOLIDAIRE

Des partenariats pour renforcer le tissu local

La Caisse d'Épargne Hauts de France s'appuie sur un vaste réseau d'agences de proximité et de centres d'affaires pour les entreprises. Afin de soutenir leur développement commercial, elle mise sur des partenariats stratégiques.

Avec une équipe dédiée, la banque forge des alliances avec différents acteurs :

- les étudiants, via les écoles et les universités ;
- les salariés, avec le comité social et économique des entreprises (CSE) ;
- les professionnels ;
- les entreprises et acteurs de l'économie sociale et solidaire.

L'ambition est de bâtir des partenariats solides, suivis de près pour garantir des résultats concrets et la satisfaction des partenaires. Cette démarche repose sur une connaissance approfondie du tissu socio-économique régional.

Pour répondre aux besoins de ces partenaires, la Caisse d'Épargne Hauts de France propose des offres et parcours sur mesure : contact dédié, accueil personnalisé, offres de bienvenue, et conditions tarifaires avantageuses.



Intervention pour les collaborateurs de PROMEO.



Université d'été de la CPME de l'Oise.

L'animation joue un rôle clé dans le succès de ces partenariats. Elle se manifeste par la participation à des événements partenaires (comme les journées de rentrée pour étudiants ou des événements pour les salariés organisés par le CSE), ou par l'organisation d'animations sur mesure, telles que des ateliers de pédagogie bancaire ou des matinales thématiques pour les chefs d'entreprises. ●

114 000

étudiants dans 61 écoles et universités
et

80 000

salariés dans 120 entreprises de la région
bénéficient des offres partenaires de la
Caisse d'Épargne Hauts de France.

Une boutique inclusive ouvre à Carvin



Karine Iasoni, au nom de la Fondation d'Entreprise Caisse d'Épargne Hauts de France, a remis le chèque à Éric Carlier, président de l'APEI d'Hénin-Carvin.

C'est une assistance nombreuse qui s'est réunie le jeudi 26 septembre à l'inauguration du magasin "R de mode" de l'**APEI* Les Papillons Blancs d'Hénin-Carvin**.

Cette inauguration est l'aboutissement de quatre années de travail de l'entreprise adaptée de l'APEI qui a créé dans ses murs, de manière expérimentale, une friperie "La Recyclerie". L'objectif est maintenant de donner une existence à part entière à cette structure en développant l'activité en cœur de ville avec l'ouverture du magasin de recyclage et revente de vêtements de seconde main, couplé à un service de pressing écologique.

Karine Iasoni, vice-présidente de la Société Locale d'Épargne (SLE) Douaisis Cambrésis - Haute Deûle, accompagnée de Régis Delattre, administrateur de la SLE et élu de la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin, ont pu apprécier le travail réalisé et ont fait part de leur fierté de participer à ce projet qui incarne des valeurs fortes de solidarité, d'écologie et d'inclusion, notamment par la création de deux emplois pour des personnes en situation de handicap. ●

10 000 €

de soutien apporté qui a permis de financer le mobilier du magasin.

Un vestiaire pour l'emploi à Creil

Fin septembre se déroulait l'inauguration du magasin "Un vestiaire pour l'emploi" de la **mission locale de la Vallée de l'Oise**, dans la galerie marchande d'Auchan Creil.

Cette dernière a décidé de sortir de ses locaux et de recevoir de nouveaux jeunes de l'agglomération creilloise dans un lieu de vie à forte fréquentation. Les locaux du magasin permettent de recevoir des jeunes âgés de 18 à 30 ans pour leur proposer un parcours de recherche d'emploi en quatre axes : un atelier de conseil en image, des simulations d'entretiens avec des professionnels de l'entreprise, un atelier socio-esthétique et la mise à disposition à titre gracieux de vêtements. ●



Jean-Louis Leroux, président de la SLE Beauvaisis Creillois, a remis le chèque au nom de la Fondation d'Entreprise Caisse d'Épargne Hauts de France à Eddie Beaubrain, directeur de la mission locale, en présence d'Arnaud Quiniou, sous-préfet de l'Oise en charge de la politique de ville.

4 000 €

pour financer une partie du mobilier du magasin et de la signalétique.

* APEI : Association de parents d'enfants inadaptés

+ GREEN

Contribution Carbone avec l'Office National des Forêts (ONF)

La Caisse d'Épargne Hauts de France conçoit son action de contribution carbone en parallèle de sa politique interne ambitieuse de réduction de ses émissions. Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, les efforts de réduction sont essentiels. La contribution carbone complète ces efforts, sans les remplacer.



Un projet de reboisement dans la forêt de Laigue

Dans le cadre de son contrat d'utilité et de ses engagements B Corp, la Caisse d'Épargne Hauts de France a participé au financement d'un projet de l'ONF labellisé bas carbone dans la forêt de Laigue, près de Compiègne. Historiquement peuplée d'épicéas, cette forêt a été gravement touchée en 2018-2019 par les scolytes, des insectes qui creusent sous l'écorce et causent la mort des arbres. Des coupes sanitaires ont été nécessaires pour éviter leur propagation.

Objectifs de séquestration carbone

Le projet de reboisement a pu voir le jour grâce à l'engagement de la Caisse d'Épargne. Il prévoit la plantation d'environ 22 500 arbres d'essences variées, visant à préserver la biodiversité et à produire du bois de qualité sur le long terme, entre

50 et 150 ans. En 30 ans, ce projet permettra de séquestrer près de 3 000 tonnes de carbone, dont 597 tonnes équivalent CO₂ grâce à la contribution de la Caisse d'Épargne.

Un engagement local et durable

Pourquoi 30 ans ? Parce que le label bas carbone encadre ces calculs de séquestration sur les 30 premières années du peuplement ; bien évidemment le peuplement ira au-delà. Ce label a été créé par le ministère de la Transition écologique, de l'Énergie, du Climat et de la Prévention des risques, et permet aux acteurs du territoire de s'inscrire dans une démarche de contribution carbone et d'agir localement. C'est justement au niveau local que la Caisse d'Épargne souhaitait agir, sur son propre territoire.

Après cinq ans, l'ONF vérifie la densité des plants pour garantir le succès de la plantation et son

alignement avec la trajectoire de séquestration prévue. À ce jour, l'ONF a labellisé 95 projets dans les forêts publiques françaises, couvrant 1 100 ha et représentant 180 655 tonnes de CO₂ potentielles. ●



LES FORÊTS : UN PUIT DE CARBONE ESSENTIEL

Les forêts représentent le deuxième plus grand puits de carbone après les océans. Par la photosynthèse, les arbres absorbent (ou séquestrent) le carbone dans leur biomasse : le tronc, les branches, les racines et les feuilles. Cependant, la décomposition du bois mort et la respiration nocturne des arbres émettent du carbone. Une forêt devient un puits net de carbone lorsqu'elle absorbe plus qu'elle n'émet. Le sol forestier, contenant la moitié du stock de carbone, est un puits incertain influencé par divers facteurs, tels que le changement climatique et les pratiques de gestion. Il est crucial de le préserver en adaptant les pratiques pour minimiser les perturbations.

Être utile à la transition environnementale

La Caisse d'Epargne Hauts de France s'engage pour un avenir durable en intégrant le parcours CEC Hauts-de-France.

En collaboration avec la CEC (Convention des Entreprises pour le Climat), dont la mission est de faciliter la transition de l'économie extractive vers l'économie régénérative, nous rejoignons les décideurs économiques pour aborder des enjeux cruciaux. Ensemble, nous encourageons une réflexion sur la dette écologique et mettons en avant l'intelligence collective de tous les secteurs de l'économie afin de revoir nos ambitions environnementales, en privilégiant la création d'un avenir durable plutôt que la recherche de rentabilité à court terme.

Nous partageons ces objectifs et nous nous engageons activement dans la promotion de l'épargne responsable, avec un investissement de plus de 15 milliards d'euros dans des solutions d'épargne durables. De plus, nous sommes profondément impliqués dans la réduction de notre empreinte environnementale :

- en investissant dans la rénovation de nos agences ;
- en participant à des démarches de rénovation énergétique des logements sociaux ;
- en favorisant la mobilité douce grâce à des partenariats tels que Zenride, leader de la location de vélos pour les grandes entreprises et leurs salariés.

Notre certification B Corp est la reconnaissance de notre impact en faveur de la société et de l'environnement. En intégrant le parcours CEC Hauts-de-France, nous renforçons notre engagement en faveur d'une économie durable, contribuant ainsi à un avenir plus soutenable pour les générations futures. ●

15 milliards d'euros

investis dans des solutions d'épargne durables.

EN SAVOIR +



+ SPORT

Un engagement sportif au cœur des JO 2024

La Caisse d'Épargne Hauts de France s'engage activement dans le bien-être physique de ses collaborateurs, clients, sociétaires et administrateurs. À l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024, notre siège ShAKe Lille s'est transformé en un carrefour d'activités sportives.



Animations à ShAKe Lille et Amiens

Durant la période olympique, la "Place des Jeux" a offert une expérience dynamique, rassemblant collaborateurs, clients et partenaires. Les visiteurs ont pu s'essayer à un mur de hand, en partenariat avec la Ligue de handball des Hauts-de-France. Le handball a également été mis en avant sur le parvis de ShAKe Lille et la Grand'Place de Lille.

Des ateliers de vélo, de rameur et de réalité virtuelle ont permis aux participants de s'entraîner et de vivre des expériences sportives inédites. Des baby-foot ont ajouté une touche de convivialité, et un écran géant a diffusé les moments forts des compétitions olympiques.

ShAKE Amiens a également pris part à ces animations avec un lobby décoré aux couleurs des Jeux et un tournoi de baby-foot.

Hospitalité au service de l'excellence

La Caisse d'Épargne a mis en place le programme "ShAKe 2024", accueillant près de 2000 invités lors des épreuves au stade Pierre Mauroy. Clients, MEDEF

Lille Métropole, administrateurs, et la Fédération française de handball et ses joueuses médaillées d'argent ont bénéficié d'une prestation exceptionnelle, avec des écrans géants diffusant les épreuves.

En tant que partenaire premium des Jeux, nous affirmons notre soutien au mouvement sportif et à l'épanouissement de tous. ●

NOS COLLABORATEURS ENGAGÉS

- La Caisse d'Épargne Hauts de France a permis à 25 collaborateurs de vivre les JO de l'intérieur, répartis entre Lille et Paris pour accompagner athlètes et visiteurs.
- 73 collaborateurs ont porté la flamme olympique à travers nos territoires.
- 3 collègues ont participé au Marathon pour tous, repoussant leurs limites.

Félicitations à eux !

Nos athlètes brillent aux JO de Paris 2024

La Caisse d'Épargne Hauts de France félicite ses sept athlètes régionaux pour leurs performances aux Jeux de Paris 2024. **Antoine Pérel** a brillé en remportant une médaille de bronze en paratriathlon (catégorie PTVI) aux Jeux Paralympiques. **Jimmy Gressier** a établi un nouveau record de France en course à pied sur 10000 m avec un temps de 26 min 58 s, se classant 13^e, et a atteint la 9^e place en demi-finale du 5000 m. **Laura et Charlotte Tremble** ont ébloui en natation synchronisée, finissant 4^e. **Erwan Konaté, Olivier Lyoen, et Violaine Aernoudts** ont montré un engagement exemplaire. La Caisse d'Épargne est fière de les soutenir et leur souhaite succès pour l'avenir. ●



“Sports Agences” : une nouvelle édition réussie en 2024



Participants des “Sports Agences” à Abbeville : un moment de partage et de convivialité autour du sport, renforçant les liens entre clients, sociétaires et collaborateurs.

L'aventure des “Sports Agences” s’est poursuivie en 2024 ! Fort du succès des éditions 2022 et 2023, qui ont rassemblé plus de 4000 participants, la Caisse d'Épargne Hauts de France a relancé cette initiative fédératrice.

Cette année, **80 événements “Sports Agences” regroupant 170 agences** ont animé le territoire des Hauts-de-France d'avril à juin, puis de septembre à octobre. L'essence de ce projet ? Rassembler clients, sociétaires, administrateurs et collaborateurs autour

d'activités sportives variées telles que la marche, la course à pied et des séances de fitness chaque samedi matin dans nos agences.

L'objectif est de tisser des liens de proximité, être à l'écoute des besoins et projets de chacun, tout en promouvant les bienfaits du sport sur la santé et le bien-être. Ces moments privilégiés font du sport un vecteur de lien social. En cette année olympique et paralympique, 2024 a été une fois de plus riche en mouvement et convivialité. ●

Sommaire

CULTURE ÉCO

Page 58. Nos experts vous répondent
Le logement
en Hauts-de-France



CULTURE SOCIÉTAIRES

Page 60. Conseil d'Orientait et de Surveillance
Gardien de la gouvernance
coopérative



CULTURE BANQUE

Page 64. Un collaborateur, un métier
Rencontre avec Anaïs Salengro,
responsable achats de la Caisse
d'Epargne Hauts de France



Page 66. En coulisses
"Impact et Innovations" : la nouvelle
direction au service du changement

Page 62. Portrait croisé

Nathalie Pischedda,
dirigeante de Francem et présidente
de la SLE Compiègne Valois, et

Benoît de Guio,
directeur du centre d'affaires de Compiègne,
se prêtent au jeu du portrait croisé pour
présenter leur engagement local.



LA CHRONIQUE ÉCO DE PHILIPPE WAECHTER

Directeur de la recherche économique,
Ostrum Asset Management, filiale du Groupe BPCE



L'Europe et la question de la santé dans la durée

Le rapport Draghi, publié en septembre, alerte sur la stagnation économique de la zone Euro, où le revenu par habitant a progressé deux fois moins vite qu'aux États-Unis depuis 2000. Ce retard s'explique par une productivité insuffisante et une intégration limitée des innovations technologiques.

Des propositions pour inverser la tendance

Mario Draghi suggère d'augmenter les investissements de 5 points de PIB annuellement pour stimuler l'innovation en Europe. Il préconise aussi la décarbonation de l'économie via les énergies renouvelables, pour renforcer l'autonomie énergétique et industrielle de la région. Enfin, il souligne l'importance de bâtir une industrie de la défense européenne pour renforcer la stabilité politique. Ces mesures visent à remettre la zone Euro sur une trajectoire de croissance soutenue et autonome, essentielle dans un contexte mondial incertain.

J'évoque ces aspects parce que les questions sociales et de santé sont liées à notre capacité à être plus autonomes et à retrouver une capacité à croître. Le modèle social européen est très développé et sa croissance s'est faite sur le long terme. Depuis les années 1980-1990, son poids s'est accru afin de répondre à une demande sociale importante. Aujourd'hui, les Européens ne sauraient se passer de ce qui a été développé depuis la seconde guerre mondiale.

La fragilité du modèle social européen

Pourtant, ce modèle envié par beaucoup est fragile. Il l'est pour deux raisons. La première est le vieillissement de la population, ce qui se traduit par une prise en charge plus importante, que ce soit pour la santé ou d'autres domaines sociaux. Vu autrement, cela se traduit par une population active plus réduite. En conséquence, la capacité à générer du revenu est globalement amoindrie. Si la production par emploi est stable, un nombre réduit de personnes travaillant entraîne une production et donc un revenu plus faibles. C'est le deuxième point de fragilité des Européens, et c'est là que le rapport de Mario Draghi est important.

Repenser la productivité pour un avenir durable

La productivité, cette capacité à faire que 2+2 soit un peu supérieur à 4, doit être reconsidérée. C'est le message de Draghi, mais c'est aussi une nécessité pour maintenir le secteur de la santé sur une trajectoire robuste, malgré le vieillissement de la population. On peut repousser l'âge de départ à la retraite pour rééquilibrer le système des retraites, mais cela ne concerne que la branche retraite. Les questions de santé sont plus vastes et nécessitent des investissements pour doter les hôpitaux et accroître le nombre et la qualification des personnels soignants. L'autonomie économique et politique est un véritable enjeu, car la trajectoire actuelle, marquée par le vieillissement de la population et une croissance trop lente, n'est pas viable à long terme. Les générations au pouvoir ont une responsabilité énorme vis-à-vis de nos enfants et petits-enfants, afin qu'ils puissent s'épanouir comme nous avons pu le faire. ●

NOS EXPERTS VOUS RÉPONDENT

Le logement en Hauts-de-France

Le marché immobilier semble enfin entamer sa fin de cycle baissier après deux années de chute brutale et vertigineuse du haut des 1,2 million de transactions atteint en août 2021 au niveau national. Un optimisme, certes mesuré, est désormais de rigueur dans l'approche d'un marché qui reste malgré tout gouverné par les taux de crédit.



Le marché immobilier en Hauts-de-France se caractérise par une diversité tant en termes de prix que de types de logements. Lille, capitale régionale, se distingue par des prix élevés, avec un prix moyen au mètre carré dépassant les 3000 euros dans certains quartiers. D'autres villes, comme Amiens ou Dunkerque, affichent des prix plus abordables et deviennent de fait plus attractives.

Au cours des deux dernières années, le marché a globalement connu une augmentation notable des prix, d'environ 5 % par an, selon le site *Meilleurs Agents*, soutenue par une forte demande et une offre limitée. Cette hausse des prix a été particulièrement

prononcée dans les grandes villes comme Lille, où la demande excède largement l'offre.

Un accès au crédit sous contrainte

L'accès au crédit immobilier est un facteur déterminant sur le marché. Les conditions de crédit favorables, jusqu'après le Covid, avec des taux d'intérêt historiquement bas, avaient stimulé la demande. La hausse des taux, commencée il y a environ deux ans, a rendu l'achat immobilier plus complexe, avec des acheteurs attentistes, confrontés à des prix de biens encore relativement élevés et un coût de crédit qui remontait.

Les banques ont également été plus prudentes dans l'octroi de prêts, exigeant des apports personnels plus importants et des garanties financières solides. La hausse du "taux d'intérêt annuel effectif global" (TAEG) s'est aussi heurtée au taux d'usure qui empêche les établissements financiers d'accorder des prêts à leurs clients. Les notaires constataient un nombre important de refus de prêts, mettant certaines transactions en échec. Ce contexte était défavorable aux primo-accédants et en général à une population plus jeune ne pouvant se permettre de se passer, en partie ou en totalité, de financement.

Éclaircies sur les perspectives

Ces derniers mois, le marché immobilier des Hauts-de-France a cependant été marqué par une certaine dynamique. La demande reste forte, alimentée par des acheteurs en quête de meilleures conditions de vie et par l'attractivité croissante de la région. En parallèle, la hausse des prix commence à ralentir, allant vers une possible stabilisation, accompagnée d'une légère reprise des transactions.

Cette tendance pourrait être soutenue par la baisse de l'inflation globale, qui s'établirait en moyenne à 2,5 % en 2024 (source BCE), et les décisions successives de la Banque Centrale Européenne de baisser ses taux directeurs, rendant le marché plus attractif pour les investisseurs et les primo-accédants. L'extension, annoncée par le la ministre du Logement, du prêt à taux zéro (PTZ) à tout le territoire pourrait également permettre d'aider un grand nombre de primo-accédants, en zones tendues et détendues.

Le marché immobilier en Hauts-de-France est un microcosme des tendances nationales, avec des dynamiques propres à sa géographie et à son économie. Alors que le marché montre des signes de stabilisation, les acteurs doivent naviguer dans un contexte réglementaire et financier en évolution. Les perspectives restent optimistes, mais la prudence est de mise face aux incertitudes économiques et à l'évolution des politiques monétaires. ●

LOGEMENT SOCIAL : AMÉLIORER L'ACCÈS AU LOGEMENT

Le secteur du logement social espère pouvoir bénéficier de réformes visant à alléger les charges des bailleurs sociaux. Comme le rapporte Public Sénat, la ministre Valérie Létard a annoncé la réduction d'un prélèvement sur les recettes des bailleurs sociaux, une mesure qui pourrait stimuler la construction de logements sociaux.

Ces réformes visent à améliorer l'accès au logement pour les ménages à faibles revenus et à encourager le développement de nouvelles unités résidentielles. Cependant, la mise en œuvre de ces mesures nécessite des choix budgétaires et un suivi attentif pour s'assurer de leur efficacité et de leur impact sur le marché global.

Pour les futurs acquéreurs, il est essentiel de bien préparer leur dossier de financement et de rester informés des évolutions des conditions de crédit.

Les chiffres du crédit à l'habitat en France

9,3 Mds€

de production de crédits à l'habitat (hors renégociations) en août, soit un fort rebond comparé au creux de 6,9 Mds€ en mars 2024.

3,59 %

de taux d'intérêt moyen des nouveaux crédits à l'habitat, en août (hors renégociations). Il poursuit son repli après 3,64 % en juillet, légèrement en dessous de son niveau d'il y a un an (3,62 % en août 2023).

Source : Banque de France

Gardien de la gouvernance coopérative

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance (COS) joue un rôle essentiel dans la gouvernance des Caisses d'Epargne, en particulier au sein des structures coopératives comme celle des Hauts de France.

Sur proposition du Directoire, le Conseil d'Orientation et de Surveillance, arrête :

- les orientations générales de la société,
- le plan de développement pluriannuel,
- le budget annuel de fonctionnement et le budget d'investissements,
- le programme annuel des actions de responsabilité sociétale et son plan de financement, dans le cadre des orientations définies par la Fédération Nationale des Caisses d'Epargne.

Le COS exerce notamment le contrôle permanent de la gestion de la Caisse assurée par le Directoire, dont il nomme le président et les membres. Il opère les vérifications et contrôles qu'il juge opportuns et peut se faire communiquer les documents qu'il estime utiles à l'accomplissement de ses missions.

Il examine le rapport trimestriel du Directoire, présente à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle ses observations sur le rapport de gestion, sur les comptes de l'exercice et sur les comptes consolidés.

Il veille également au respect des recommandations formulées par l'inspection générale de BPCE et des décisions de BPCE, examine le bilan social de la Caisse et autorise le Directoire à céder des immeubles par nature, des participations, en totalité ou en partie.

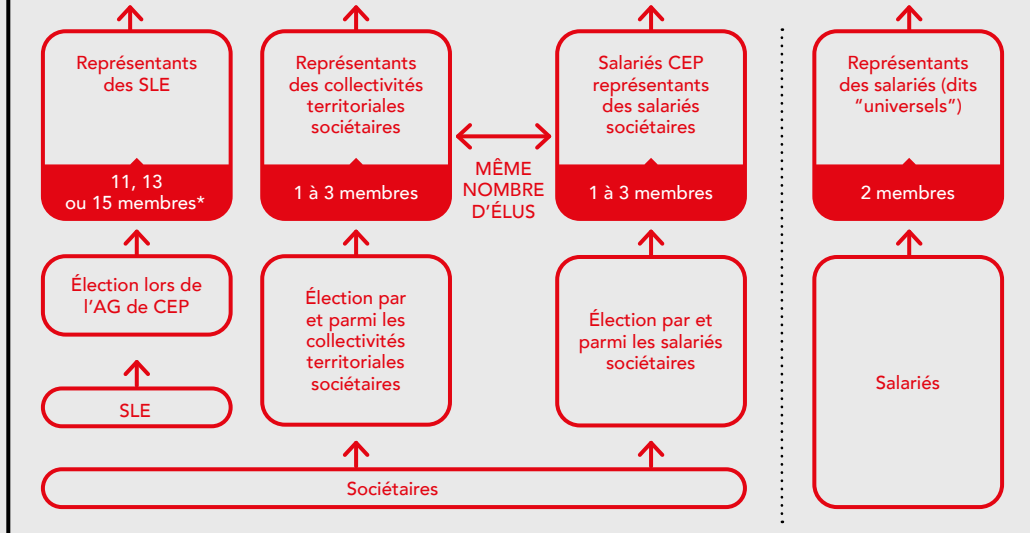
Quelle est la composition du COS ?

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance est composé de 15 membres élus par l'Assemblée Générale des sociétaires parmi les candidats présentés par les SLE qui lui sont affiliées. La composition détaillée du COS est reprise dans le schéma ci-dessous.



COMPOSITION DU COS

➔ 19 MEMBRES DE COS (17 + 2), ÉLUS POUR 6 ANS



* La répartition des sièges entre les trois catégories se fait en fonction du capital total détenu par les collectivités territoriales sociétaires.

Quelles sont les différences avec une banque capitalistique ?

Contrairement aux banques capitalistiques, où le capital est détenu par des actionnaires dont le pouvoir de décision est proportionnel au nombre

d'actions détenues, les Caisses d'Épargne, en tant que banques coopératives, reposent sur le principe "une personne, une voix". Cela signifie que chaque sociétaire a le même poids dans les décisions, indépendamment de sa contribution financière.

BANQUE COOPÉRATIVE

Société coopérative. Non cotée en Bourse. Pas d'OPA possible.

Capital composé de **parts sociales** dont la valeur reste fixe.

Capital **détenu par les clients sociétaires**.

Droit de vote des sociétaires lors des assemblées générales selon le principe de **"1 personne = 1 voix"**.

Les sociétaires perçoivent un **intérêt** sur leurs parts sociales.



BANQUE CAPITALISTIQUE

Société anonyme cotée ou non. OPA possible.

Capital composé **d'actions** dont la valeur est fluctuante.

Capital **détenu par des actionnaires** (pas obligatoirement clients).

Droit de vote des actionnaires **proportionnel** lors des assemblées générales.

Les actionnaires perçoivent un **dividende** sur les actions.

PORTRAIT CROISÉ

Donner du sens et faire vivre le lien humain

Nathalie Pischedda, dirigeante de Francem et présidente de la Société Locale d'Épargne (SLE) Compiègne Valois, et Benoît de Guio, directeur du centre d'affaires de Compiègne, se prêtent au jeu du portrait croisé.



NATHALIE PISCHEDDA,
dirigeante de Francem
et présidente de la SLE
Compiègne Valois

Qui êtes-vous et quel est votre engagement au quotidien ?

Nathalie Pischedda (NP) : Je dirige une PME dans le secteur de l'industrie du caoutchouc. Je suis investie dans la SLE depuis 2007. En plus d'être l'ambassadrice de la Caisse et de m'assurer de la représentation des intérêts des sociétaires, je contribue à une économie plus responsable et durable en soutenant des initiatives économiques, sociales ou environnementales ayant un impact positif sur la région.

Benoît de Guio (BdG) : Je suis directeur du Centre d'Affaires Multimarchés de Compiègne. Nous accompagnons quotidiennement les entreprises, associations et collectivités. Ayant commencé en alternance, je travaille à la Caisse d'Épargne Hauts de France et je suis sociétaire depuis 19 ans.

Pourquoi être devenu sociétaire ?

NP : Devenir sociétaire, c'est choisir de participer activement à la gestion et à la prise de décision dans une organisation coopérative. On s'implique dans un modèle économique basé sur la solidarité et des valeurs communes, où chaque membre a une voix et peut influencer les décisions. L'humain plutôt que le profit : les décisions y sont prises avec une réelle considération pour les personnes et les projets.

BdG : Le sociétariat fait partie de l'ADN de la Caisse d'Épargne et aussi de ses salariés. Comme la Caisse, je suis engagé sur le territoire local. Il me paraissait logique de devenir sociétaire dès mon arrivée. Quand on adhère à ce modèle, par écho on y fait adhérer ses clients.

Comment envisagez-vous l'évolution de vos liens en tant que partenaires ?

NP : Les agences font un travail de fond pour créer du lien avec les sociétaires. Les moments d'échanges organisés sur le territoire incarnent les valeurs de la Caisse. Il nous faut continuer dans ce sens, afin que les sociétaires gardent à l'esprit que la Caisse d'Épargne n'est pas simplement une banque, mais un endroit d'échanges.

BdG : Être plus proches, créer du lien et mettre du sens. Lors du dernier conseil d'administration, Nathalie Pischedda nous a ouvert les portes de son usine. Avec la Caisse d'Épargne Hauts de France, nous souhaitons réitérer l'expérience avec l'idée d'expliquer le projet du sociétariat et de rendre concrets les projets financés.

Quels sont les projets déjà déployés sur le territoire ?

NP : C'est vrai que le souci est de créer du lien humain. Nous soutenons régulièrement les projets des associations en corrélation avec les valeurs de la Caisse d'Épargne, que sont la solidarité, la responsabilité sociétale et le développement durable. En parallèle, les associations "Parcours Confiance" et "Finances et Pédagogie" accompagnent les populations les plus vulnérables sur le territoire.

BdG : Nous avons développé des rendez-vous, comme la semaine du sociétariat, le café des sociétaires... Quant aux projets financés, ils doivent avoir du sens et peuvent être présentés par des associations ou institutions partenaires ou non de la Caisse. Dernièrement, nous avons subventionné une partie de l'aménagement d'une salle de bien-être pour l'association Envol qui accueille des personnes handicapées atteintes d'autisme. On appartient au territoire et on y exerce : c'est essentiel de soutenir le tissu local.

Et demain ?

BdG : J'aimerais compter plus de chefs d'entreprise parmi les sociétaires. Cela nous aidera à renforcer les relations avec les entreprises locales. Aujourd'hui, l'enjeu est de créer du lien. Le sociétariat est un super modèle, il faut continuer à élargir le cercle et mieux communiquer sur nos actions.

NP : Benoît de Guio a raison : nous devons chercher à élargir notre base de sociétaires pour y inclure des profils plus diversifiés et notamment plus jeunes. C'est l'avenir de notre modèle ! La création de lien est primordiale pour continuer à œuvrer au plus proche des acteurs du territoire. En trois mots : vous être utile ! ●



BENOÎT DE GUIO,
directeur du centre
d'affaires de Compiègne

UN COLLABORATEUR, UN MÉTIER



Anaïs Salengro, “Acculturer l’entreprise à mieux consommer”

Il y a une décennie, le responsable achats était avant tout un expert en négociation... Négociateur, Anaïs Salengro sait faire ! Mais ce qui passionne aujourd’hui la responsable achats de la Caisse d’Epargne Hauts de France, c’est de s’assurer que les achats créent de la valeur ajoutée pour l’entreprise tout en respectant des critères d’éthique et de durabilité.



Qu’achète-t-on en banque ? Voilà une question régulièrement posée à Anaïs Salengro, responsable achats de la Caisse d’Epargne Hauts de France. Des prestations de conseils, des logiciels informatiques, des transports de fonds, des fournitures de bureau, des prestations de nettoyage... Le périmètre est large, très large même ! Et c’est d’ailleurs ce qui passionne Anaïs, riche de vingt ans d’expérience dans le métier et qui a œuvré dans des secteurs très différents avant d’exercer en banque. « Lorsque vous êtes en charge des achats en grande distribution, ou dans le milieu du transport comme je l’ai été, vous êtes souvent spécialisé dans un type de produit. En banque, le métier est très différent, nous touchons à tout et travaillons en étroite collaboration avec tous les services », explique la responsable qui a rejoint la Caisse d’Epargne Hauts de France en avril 2021.

Pas qu’une question de coûts

En dix ans, le métier a fortement évolué. Autrefois principalement axé sur la réduction des coûts, il est devenu un pilier incontournable de la stratégie d’entreprise, intégrant des objectifs de RSE et de transition. « Avant, il s’agissait surtout d’optimiser en achetant au moins cher. Aujourd’hui, nous sommes dans la responsabilisation et c’est absolument passionnant », exprime-t-elle. « Au-delà des prix, nous travaillons à sécuriser nos achats, à minimiser leurs impacts sur l’environnement et encourager la justice sociale. La gestion des risques fournisseurs, la



qualité des produits et services, et l'innovation sont devenues des critères essentiels dans le processus de sélection. Nos prestataires doivent répondre à un cahier des charges strict afin que les prestations que nous délivrons à nos clients soient à la fois sûres et en phase avec nos engagements. Toute une partie de mes missions consiste à m'assurer que nos achats soient responsables sur les plans financier, sociétal et environnemental. »

Au cœur de la transition

Depuis 2020, la Caisse d'Épargne Hauts de France est d'ailleurs labellisée RFAR (Relations fournisseurs et achats responsables). « L'entreprise a été pionnière au sein du Groupe BPCE sur le sujet. Ce label, qui nous a été renouvelé en mars dernier, nous permet d'être en questionnement perpétuel pour nous améliorer et faire grandir nos prestataires en matière de RSE », se réjouit Anaïs. Les responsables achats travaillent aussi en étroite collaboration avec l'équipe B Corp. « Avant, nous avions l'impression de batailler un peu dans notre coin, avec B Corp, c'est toute l'entreprise qui est embarquée ! Cela donne beaucoup de sens à notre action. B Corp nous impose d'être vertueux dans nos actes et les achats constituent des preuves tangibles de nos efforts en ce sens. » Aujourd'hui, toute consultation majeure lancée par la Caisse d'Épargne Hauts de France comporte 20 % de critères RSE. Le délai de paiement des fournisseurs est passé de 30 jours à 21 jours en un an et 65 % d'entre eux sont situés dans les Hauts-de-France.

Un rôle d'orientation

Composé de deux personnes, le service achats de la Caisse d'Épargne Hauts de France travaille aussi main dans la main avec les différents métiers de l'entreprise, qui achètent des produits ou des services en direct. « Nous ne pouvons pas mener concrètement tous les achats. Nous jouons ainsi un rôle d'orientation pour acculturer l'entreprise au "mieux" mais aussi au "moins" acheter car la question de la sobriété est centrale dans la transition des entreprises. Néanmoins, nous ne sommes pas là pour être un frein, nous accompagnons et essayons de trouver des solutions pour être les plus efficaces et vertueux possible. Les fournisseurs sont d'ailleurs de vrais partenaires à prendre en compte dans ces recherches de solutions, car ils sont les mieux placés pour challenger leurs propres domaines d'expertise. C'est en effet ensemble, fournisseurs, experts métiers et responsables achats que nous trouverons les meilleures pistes à développer pour les achats de demain. » ●

20 %
de critères RSE intégrés
dans chaque consultation
majeure.

EN COULISSES

“Impact et Innovations” : la nouvelle direction au service du changement

La Caisse d'Épargne crée sa direction “Impact et Innovations”, une structure dédiée à l'accélération de la performance et à la création d'un avantage concurrentiel fondé sur l'intégration des critères ESG (Environnement, Social et Gouvernance) au cœur de l'entreprise.

Composée de sept collaborateurs issus de différents horizons, cette direction a pour principaux objectifs de mettre en lumière les singularités et les points de différenciation en matière d'ESG (Environnement, Social et Gouvernance) de la Caisse d'Épargne Hauts de France, tant en interne qu'à l'égard de ses clients, et d'accélérer la concrétisation des projets liés à cette thématique.

Impact : mesurer et réduire l'empreinte

La branche “Impact” sera notamment chargée de soutenir l'effort de transition interne, de mesurer l'empreinte écologique de l'entreprise et son bilan carbone, et de mettre en place des plans de réduction de ses émissions. Elle se concentrera également sur la biodiversité, la valorisation des offres “vertes” auprès de tous ses clients, et la préparation de la re-certification B Corp, tout en assurant les reportings extra-financiers, dont le rapport d'impact prévu en 2025.

Innovations : accompagner et dialoguer

La partie “Innovations” poursuivra ses missions d'accompagnement des entreprises innovantes du territoire des Hauts-de-France. Elle s'attachera également à construire un dialogue stratégique avec les clients, adapté à leurs besoins et contexte.

Avec la création de cette direction, la Caisse d'Épargne Hauts de France se mobilise pour intégrer pleinement l'impact au cœur de ses activités, en accompagnant ses clients et ses collaborateurs. ●



160 clients

déjà accompagnés en 2023, représentant

40 millions d'euros

de financements.

LES ENJEUX PRIORITAIRES D'ICI FIN 2025

- Étudier l'intégration de l'ESG dans les métiers au quotidien.
- Rendre cette démarche transparente, pour les collaborateurs et les clients.
- Encadrer la transition du modèle d'affaires via une démarche “Impact Inside”.

**SECUR'VET⁽¹⁾ : La tranquillité d'esprit
pour vos chiens et vos chats.**
Découvrez notre assurance santé animale.

CAISSE
D'ÉPARGNE
HAUTS DE
FRANCE



Entreprise



Certifiée

Communication à caractère publicitaire.
Selon les conditions, limites et exclusions des engagements contractuels en vigueur.

Banque & Assurances

(1) SECUR'VET est un produit d'assurance distribué en partenariat par la Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France et Finax pour AXA France IARD et AXA ASSISTANCE FRANCE.
Caisse d'Épargne et de Prévoyance Hauts de France - Banque coopérative régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier - Société Anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance. Capital social de 1 000 000 000 €. Siège social : 612 rue de la Chaude Rivière
59800 LILLE - 383 000 692 RCS Lille Métropole Code NAF 6419 Z - Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le numéro 07 003 031 - N° TVA intracommunautaire FF34383000992 - Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans perception de
fonds, effets ou valeurs » n° CPI 8001 2010 000 008 207 délivrée par la CCI Grand Lille - Garantie financière : CEGC, 59 avenue Pierre Mendès France, 75013 PARIS - Identifiant unique REP Emballages Managés et Papiers n°FR232361_01OHND (BPCE - SIRET 452 455 042)
Finax Santé Animale - 1478 rue Anatole France, 92300 Levallois Perret, filiale de Finax Group, RCS Nanterre 510 581 317, N° ORIAS 09 040 589 (www.onas.fr). L'autorité de contrôle de ces sociétés d'assurance est l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution (ACPR) - Secteur Assurance - 4
place Budapest CS 92453 - 75436 Paris Cedex 9.
Votre assureur : AXA France IARD - Entreprise régie par le Code des assurances, SA au capital de 214 799 030 € - 722 057 460 RCS Nanterre, TVA intracommunautaire N° FR 14 722 057 460, AXA Assurances IARD Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle contre l'incendie, les accidents et risques
divers. Siren 775 699 309. TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 309, AXA ASSISTANCE FRANCE, société anonyme de droit français au capital de 2 082 094 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 311 338 339 et dont le siège est situé 8 rue André
Gide 92320 CHATILLON. Crédit photo Istock - Communication commerciale - Octobre 2024.



Nous sommes la banque d'affaires engagée
qui associe relation de confiance et conseils
stratégiques pour votre entreprise
et votre famille.

Avec une approche intégrée
et une expertise de haut niveau,
nous proposons à tous les dirigeantes
et dirigeants du territoire des solutions
créatrices de valeur et d'impact.

Nous sommes source de confiance.
Nous sommes **van lys bank**.

 **van lys bank**

CAISSE
D'ÉPARGNE
HAUTS DE
FRANCE



PRIVATE
BANKING

CORPORATE
& PROJECT FINANCING

FINANCIAL
SPONSOR COVERAGE

PRIVATE
EQUITY INVESTMENT

ADVISORY
COVERAGE - M&A